

ARGUMENTS

EDITION FRANÇAISE : Colette Audry, Roland Barthes, Jean Duvignaud, Edgar Morin.
EDIZIONE ITALIANA (*Ragionamenti*) : Luciano Amodio, Sergio Caprioglio, Franco Fortini, Armanda Giambrocono-Guiducci, Roberto Guiducci.

SOMMAIRE . *Actualité du problème de l'idéologie* (J. Gabel). *Marxisme : idéologie ou philosophie ?* (J. Duvignaud). *Révisons le révisionnisme* (E. M.). *Un bilan désabusé* (L. Goldmann). *Le péril jeune* (E. Morin). *Les « meneurs de jeu »* (C. Audry). *L'automation et ses idéologies* (Franco Momigliano). *Socialisme et moyennes entreprises* (J. Dofny). *Encore Gilberto Freyre* (J. D.).

ACTUALITE DU PROBLEME DE L'IDEOLOGIE

La publication en 1929 d'*Idéologie et Utopie* a été un événement de grande importance dans la vie intellectuelle « progressiste » de la République de Weimar et sa sphère d'influence à l'étranger (1). Sa parution récente en français (2) ne semble pas avoir provoqué beaucoup de remous jusqu'à présent. Et pourtant, en relisant ce livre, on n'a pas l'impression qu'il ait vieilli.

(1) Notamment en Hongrie où il y avait vers 1931 des séminaires consacrés à « Idéologie et Utopie » dans la jeunesse socialiste.

(2) Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie*, trad. P. Rollet (Marcel Rivière, éditeur, Paris, 1956).

Certes Mannheim ne pouvait préfigurer ni le nazisme ni le développement récent de la superstructure communiste qui confirme d'ailleurs l'exactitude de ses prévisions. Le problème de la pensée idéologique est aujourd'hui plus actuel que jamais.

La parution même de ce livre en 1956 est loin d'être un fait de hasard ; elle s'insère dans la totalité du climat politique et intellectuel de l'après-guerre français, climat dont la vogue lukácsienne, la pensée politique de R. Aron, les travaux d'histoire littéraire de L. Goldmann, la parution des *Aventures de la Dialectique* constituent autant d'éléments. De même que le problème

« Arguments » n'est pas une revue mais un bulletin de recherches, de discussions et de mises au point ouvert à tous ceux qui se placent dans une perspective à la fois scientifique et socialiste.

« Arguments » n'aurait pas vu le jour sans le travail entrepris depuis plus d'un an par l'équipe italienne de *Ragionamenti*. Sa naissance établit la première collaboration organique franco-italienne et prépare des échanges internationaux plus larges.

Le comité de rédaction sera élu chaque année par les collaborateurs réguliers du bulletin. Les membres du Comité et leurs

collaborateurs sont libres de compléter par des commentaires critiques les articles publiés. L'auteur de tout article sollicité, mais non publié, peut exiger que la rédaction explique dans une note son refus d'insérer.

« Arguments » et « *Ragionamenti* » échangent des articles en toute liberté. Cette formule peut être étendue à toute autre publication fondée sur les mêmes principes.

L'effort d'« Arguments » prend tout son sens à l'heure ou l'éclatement du stalinisme incite chacun à reposer les problèmes et à rouvrir les perspectives.

de la psychanalyse ne peut se poser que là où certains complexes ont été surmontés, de même le problème de la pensée idéologique (de la fausse conscience) ne peut se poser que dans une perspective « psychanalytique » de fausse conscience, qui est fonction d'un ensemble de facteurs historiques ; en analysant cet ensemble, on constate « mutatis mutandis » l'existence d'assez frappantes analogies entre la situation de l'Allemagne de Weimar en 1929 et la situation française de 1956, dates des deux parutions respectives de l'ouvrage de Mannheim (3).

Dans l'Allemagne des années 1926-30, les lignes de force des différentes idéologies se neutralisent pendant un court instant historique, créant une atmosphère intellectuelle favorable à la mise en question des fondements existentiels (4) de la connaissance et à la position du problème d'une épistémologie sociale du relativisme total.

Dans ses grandes lignes, l'actuelle situation française paraît assez semblable (5). On est à dix ans de distance d'une guerre, victorieuse certes, mais au cours de laquelle l'essor des armes nucléaires a produit des changements définitifs dans la hiérarchie traditionnelle des grandes puissances. Il existe une crise de l'empire. Une fraction de plus en plus importante de l'opinion occidentale éprouve de la déception vis-à-vis de l'allié américain ; un secteur de plus en plus large de la classe ouvrière (et des intellectuels sympathisants) commence à désapprouver les méthodes soviétiques en attendant de rejeter l'essence même du

(3) Il est curieux de signaler que sa traduction anglaise parut aux Etats-Unis vers 1935, en plein règne du « brain-trust » de Roosevelt ; également une période de « mise en question ».

(4) « Existentiels » dans le sens de Mannheim qui parle de « Seinsgebundenheit des Denkens ». Ceci dit, il est certain qu'il existe une note « existentialiste » dans la conception historique de Mannheim ; mais on ne saurait aborder ici cette question.

(5) *Mutatis mutandis* naturellement ; la prospérité française actuelle contraste assez vivement avec la crise profonde des années 30 en Allemagne. Mais l'état des forces politiques est déjà semblable : puissant parti communiste, début d'une montée fasciste, socialisme soviétique. Il persiste certes des foyers de pensée politique passionnelle — la

montée poujadiste de 1956 rappelle assez fâcheusement les élections allemandes de 1930 — cependant la rencontre des « désabusés de droite » et des « désabusés de gauche » crée un milieu intellectuel favorable à cette « mise en question fondamentale », démarche essentielle de la sociologie de la connaissance. L'actualité française du problème de l'idéologie est tributaire de ce double fait : persistance de foyers de pensée « centrique » (6), qui sont des foyers de fausse conscience, et constitution simultanée d'un milieu intellectuel et social dans la perspective duquel une critique sans compromis de la fausse conscience devient possible.

Certains considèrent la théorie de l'« Intelligentsia sans attaches » (*freischwebende Intelligenz*) comme à la fois la thèse centrale et le point faible de la pensée mannhheimienne. Mannheim aurait créé l'alibi de son propre relativisme : dire que la « classe des professeurs » est seule détentrice de conscience authentique serait — dans le cas d'un Mannheim — une manière élégante de dire : « Il n'y a qu'une seule conscience qui ne soit pas fausse : *la mienne*. » Evidemment, ce n'est pas aussi simple ; dans l'affirmation mannhheimienne, l'accent n'est pas sur « Intelligenz », mais sur « *freischwebend* ». Mais la véritable portée de la doctrine mannhheimienne est sans doute ailleurs. Elle consiste à notre sens à avoir fait table rase du privilège épistémologique accordé, un peu à la légère, à la conscience prolétarienne par le marxisme classique et à avoir extrapolé sur cette dernière la catégorie de fausse conscience. Il y a là — pour un livre écrit il y a près de trente ans — une intuition remarquable qui, en dépit de certaines faiblesses, fait d'*Ideologie et Utopie* un très grand livre. Si la conscience des classes dominantes est prisonnière de leur passé (7), celle de la classe prolétarienne tend à devenir prisonnière de l'avenir ; il y a là (S. de Beauvoir qui a parlé d'« Avenir-Chose » l'a bien vu) un authentique phénomène de *rification de la durée historique*.

(6) Pensée sociocentrique ou ethnocentrique.

(7) Cf. la belle étude de J. Domarchi : « Matérialisme dialectique et conscience de classe » (*Esprit*, mai-juin 1948), une des premières études consacrées à la structure temporelle de la conscience politique.

D'autre part, le privilège épistémologique de la classe ouvrière devint insensiblement du *sociocentrisme* (c'est-à-dire une forme collective de la pensée égocentrique) pour tendre vers l'*ethnocentrisme* vers la fin de l'époque stalinienne (8). De fait, les exemples les plus typiques de conscience faussée nous sont venus ces derniers temps de l'univers mental stalinien — notamment lors des procès d'épuration des années 48, dont on sait maintenant qu'ils ont été autant d'erreurs judiciaires. « *Univers délirant schizophrénique* », dit M. Edgar Morin (9).

Un problème se pose là, et Mannheim ne fit que l'entrevoir : la question de l'identité structurelle de la *pensée délirante* et de la *fausse conscience*. Jules Monnerot a bien vu un aspect important du problème : tout comme le délire (et comme la pensée enfantine, voire la mentalité « primitive »), la fausse conscience est imperméable à l'expérience. Des délires peuvent guérir, mais rarement par simple conviction ; un homme peut sortir d'une atmosphère de fausse conscience, mais une telle issue exige une véritable désintoxication intellectuelle, et celle-ci peut dans certains cas entraîner un choc psychique sérieux. Nous aimerions esquisser ici les grandes lignes de notre conception personnelle de l'idéologie, conception que l'auteur de ces lignes a exposée pour la première fois en 1949 dans une étude consacrée à la psychologie communiste (10) et plus récemment dans un article sur la signification du mac - carthysme améri-

(8) « Sociocentrisme » (Piaget), une pensée collective pour laquelle un système de référence joue un rôle privilégié (privilège de *droit* et non pas de *fait*), « ethnocentrisme » (Adorno) lorsque le système privilégié est de nature ethnique. La doctrine marxiste postulait d'abord le privilège de *fait* de la conscience prolétarienne. (« La classe ouvrière qui n'opprime personne ne fait pas d'idéologie justificatrice »), cette thèse est devenue insensiblement sociocentrisme (« le parti a toujours raison », privilège de *droit*) pour devenir vers la fin du stalinisme *ethnocentrisme* caractérisé (primauté de la culture et science russes). Ce dernier aspect n'a pas survécu au stalinisme ; l'exemple montre cependant le mécanisme d'idéologisation du marxisme qui a commencé par dénoncer l'idéologie.

(9) E. Morin : « L'heure zéro des intellectuels du parti communiste français », *France-Observateur*, 25 octobre 1956 (n° 337).

(10) Psychologie de la pensée communiste, *Revue Socialiste*, n° 32, 1949.

cain (11). Les éléments de cette conception sont :

I. *La généralité de la fausse conscience dans l'univers politique* (Thèse de Mannheim poussée jusqu'à ses dernières conséquences).

II. *Identité structurelle entre fausse conscience et rationalisme morbide*, l'élément commun étant la présence commune d'éléments *réificationnels* (12).

III. *Analogie de structure entre la fausse conscience politique et la pensée enfantine* (égocentrisme, sociocentrisme, ethnocentrisme).

Le rationalisme morbide — forme clinique de la schizophrénie individualisée par E. Minkowski — a comme trouble générateur la spatialisation de la durée. Il ne saurait être question de résumer ici cet ouvrage presque classique et de plus écrit avec une telle clarté que sa lecture exige fort peu de connaissances techniques. Nous avons essayé — en introduisant en psychopathologie le concept marxiste-lukácsien de *réification* (13) — à la fois d'élargir la notion de rationalisme morbide et de la placer sur un terrain plus résolument matérialiste (*Umstülpung*). Il existe une certaine prévalence des fonctions spatiales par rapport au temps dans la pensée enfantine (14) ; l'enfant éprouve immédiatement l'espace comme milieu de ses fonctions perceptives alors que l'intégration de la temporalité structurée et irréversible est fruit d'un processus de maturation et d'élaboration intellectuelles. La *réification* étant une manière d'être dans le monde essentiellement *spatialisante* (15), il est permis de parler, *grosso modo*, d'une réifica-

(11) Signification du Maccarthisme, *Revue Socialiste*, n° 82, décembre 1954.

(12) Le « rationalisme morbide » est une forme clinique de la schizophrénie caractérisée par la géométrisation du raisonnement et de la *spatialisation de la durée*. Nous ne prétendons pas donner ici un *résumé* de la conception minkowskienne qui est autrement complexe ; pour détails cf. Minkowski : *La Schizophrénie*, Paris, Payot, 1927 ; Desclée de Brouwer, 1955.

(13) Cf. « La Réification. Esquisse d'une psychopathologie de la pensée dialectique », *Esprit*, 1951, et « Délire politique chez un paranoïde », *L'Évolution Psychiatrique*, 1952.

(14) Cf. Piaget : « Le développement de la notion du temps chez l'enfant », Paris, 1946, *passim*.

(15) Cf. *Geschichte und Klassenbewusstsein*, p. 101 et *passim*.

tion enfantine (16) due à l'intégration encore insuffisante des contenus dialectiques et axiologiques de la réalité. On s'excuse du caractère schématique de ces développements, imposé par les dimensions limitées du présent article ; on aura peut-être l'occasion de revenir sur ces questions.

Or, et c'est là où nous voulions en venir, la conscience politisée (17) est également volontiers spatialisante ; cette prépondérance des fonctions spatialisantes dans la conscience contemporaine a été signalée notamment par le sociologue disciple de Simiand V. Zoltowski (18). Nous avons longuement insisté à l'aide d'exemples dans les deux publications citées plus haut ; une fois de plus, les dimensions restreintes de cet article imposent la concision. Voici entre autres quatre facteurs caractéristiques de la spatialisation de la durée politique :

I. *Le raisonnement de la justification politique confond presque toujours l'antécédent et le conséquent.* Par exemple, l'attitude anti-hitlérienne des Juifs a toujours été exploitée comme *justification* des mesures antisémites en Allemagne alors qu'elle en était la conséquence ; avant Hitler, le judaïsme était plutôt favorable à la culture allemande. Il serait facile de trouver d'autres exemples. La pensée égo (et socio) centrique structure le temps non pas en fonction des processus objectifs, mais en fonction du critère du système privilégié ; pour la pensée égocentrique de l'enfant aussi, les notions d' « avant » et d' « après » n'ont pas ce caractère absolu qui en fait les ato-

(16) Cf. le « réalisme moral » de l'enfant (Piaget) ; le défaut d'assimilation des structures totales par l'enfant (Travaux en cours de M^{lle} A. Schoen), etc...

(17) « Conscience politisée », terme péjoratif par rapport à « conscience politique ».

(18) Zoltowski pense qu'il y a au cours de l'histoire une alternance régulière de périodes spatialisantes et temporalisantes ; cette thèse est fondée sur des recherches statistiques précises ayant trait notamment à la fréquence des publications d'œuvres historiques ou géographiques dans une période donnée (Cf. Zoltowski : « Les cycles de la création intellectuelle », *L'Année Sociologique*, 1952 (Paris, 1955). Il s'agirait à notre sens plutôt d'un mouvement de type *entropique* dans le sens de la spatialisation (schizophrénisation). Mais certaines *dates* (notamment celle du dégel intellectuel en U.R.S.S.) sont conformes aux prévisions de V. Zoltowski.

mes de la durée concrète chez l'adulte (19).

II. *La temporalité des grands procès politiques (20) est caractérisée par la transformation rétroactive du passé (des accusés) en fonction des exigences du présent.* Ce phénomène est bien connu, ce qui nous dispense de longs développements ; c'est d'ailleurs un aspect de la temporalité totalitaire (21). Il en est de même de la temporalité des schizophrènes.

III. *La structure temporelle du raisonnement dissocié (22) postule la possibilité de retours en arrière*, de recommencements intégraux, ce qui implique encore un élément spatialisant. Le « chaudron » est fréquent au Palais (où pour l'avocat le « système » de l'accusé est système privilégié), en politique, en journalisme. Nous verrions ici plutôt qu'un artifice démagogique, un élément structurel de toute pensée « centrique », donc de toutes les formes de fausse conscience. Il comporte deux éléments schizophréniques typiques : la dissociation et la spatialisation de la durée (recommencements intégraux).

(19) Cf. Piaget, *op. cit.*, p. 27 et *passim*.

(20) Nous ne pensons pas uniquement aux procès d'épuration. Cf. notre analyse du *procès Hiss* (*Esprit*, 1954).

(21) Cf. la *rétroactivité des lois* qu'admet le droit totalitaire alors que le droit démocratique est fondé sur leur non-rétroactivité ; la durée plus spatialisée du droit totalitaire (conséquence d'un sociocentrisme plus accentué) permet des retours en arrière qu'ignore la durée réelle.

(22) Cf. I. Meyerson et Dambuyant : « Un type de raisonnement de justification » (*Journal de Psychologie*, octobre-décembre 1946). Le type de ce raisonnement est le suivant : un homme emprunte un *chaudron* ; il le rend fêlé. Devant le tribunal, sa défense se résume en trois points : « Je n'ai jamais emprunté ce chaudron ; il était déjà fêlé lors de l'emprunt ; je l'ai rendu intact. » Chaque étape du raisonnement ignore (mieux : néantise) la précédente ; le temps logique est sujet d'un recommencement intégral (« heure zéro »), démarche impossible dans les cadres de la durée concrète. Aux nombreux exemples cités par I. Meyerson et M. Dambuyant, ajoutons un tout récent : toute la politique nassérienne à l'égard d'Israël est fondée sur un superbe *chaudron* : j'ai le droit d'attaquer puisqu'on est en guerre, ils n'ont pas le droit de riposter puisqu'on est en paix. Le raisonnement dissocié se fonde sur des concepts égocentrisés « désobjectivés » : le même état peut simultanément se qualifier de « guerre » et de « paix » en fonction d'un critère de pure raison d'Etat.

Enfin : IV. *L'essor du grand journalisme d'information est un facteur de fausse conscience* en ce sens que, prisonnier de l'actualité, il néglige volontiers les racines historico-dialectiques des événements (23). Sa temporalité tend ainsi vers une *succession de présents*, ce qui l'éloigne de la structure de la durée et l'oriente vers un continuum de type spatial. En plus, il tend à préférer effectivement le renseignement spatial (reportage) au renseignement temporel (considérations historiques) ; or, en dépit des apparences, les deuxièmes constituent une meilleure source d'informations ; c'est en tout cas sur une synthèse dialectique des deux que devrait se fonder tout essai de compréhension scientifique de l'actualité.

Cette analyse des facteurs de spatialisation (réification) de l'opinion publique n'a naturellement rien d'exhaustif ; nous pensons cependant avoir pu montrer que sous leur action la conscience politisée tend effectivement vers une structure homologue aux états délirants connus — depuis Minkowski — sous le nom de *rationalisme morbide*. C'est sans doute l'un des avantages du concept mannheimien de *l'idéologie totale* de nous aider à découvrir l'aspect délirant de *l'actualité politique* dans laquelle nous sommes plongés (24).

Joseph GABEL.

MARXISME : IDEOLOGIE OU PHILOSOPHIE ?

Personne en France n'a encore entrepris le bilan critique du marxisme, le bilan d'une méthode et d'une sociologie contemporaine des premiers chemins de fer et des lampes

(23) A propos de cette fonction « spatialisante » du journalisme d'information, cf. toute la question de la *détente* ; un simple rappel de l'évolution de la politique soviétique entre 1935 et 1939 eût mis en garde l'opinion contre tout optimisme excessif, or ce rappel n'a pratiquement jamais été fait et l'appréciation journalistique de la détente a été fondée surtout sur l'information à dimension spatialisante (reportages...) qui était une source d'illusion, on le sait maintenant.

(24) Dans la pensée de Marx (et même celle de Lukács), la fausse conscience est surtout analysée à l'échelle des grandes superstructures (« religion opium du peuple », de Marx ; analyse de la réification des systèmes juridiques dans *Geschichte und Klassenbewusstsein*, etc...), alors que l'actualité journalistique est imprégnée d'idéologie.

à gaz. Tout se passe souvent comme si le « combat pour la conscience » dont parlait Lukacs en 1920 (1) s'était déjà terminé par une victoire décisive, comme si le prolétariat avait pris possession, une fois pour toutes, d'un savoir définitif...

Certes, des penseurs libérés de tout lien avec le parti communiste stalinien ont utilisé avec force le marxisme dans tel ou tel domaine du savoir, mais aucun d'eux (Naville, Guérin, Goldmann, etc...) n'a encore entrepris la vérification radicale d'une méthode qu'il utilise « naturellement ».

L'intérêt du livre de Calvez (2) est de suggérer une discussion libre et objective autour du marxisme *même*. Et il faut bien remarquer que ce chrétien, en jugeant de Marx, s'abstient de faire intervenir des jugements de valeur religieux (3) : il se place sur le plan de la réflexion philosophique.

Or, les « staliniens » en affirmant la priorité absolue des « positions de parti » nient l'existence d'un tel débat. Ils pensent que toute pensée reflète simplement les intérêts de classe et des jugements de valeur plus ou moins conscients, plus ou moins cohérents. Ils semblent courir par là un grand danger : celui de réduire le marxisme au rang d'une idéologie au sens que Mannheim fait à ce mot : une représentation utilitaire impliquant une conséquence politique immédiate pour l'action. La bien connue « objectivité de parti » ne tend-elle pas à limiter le domaine de la recherche, celui du savoir et, en fin de compte, à restreindre la prise de conscience révolutionnaire en la maintenant dans un cadre « intellectualiste », celui du parti ? Comment servir, dans ces conditions, l'épanouissement du savoir ?

Mais, revenons au livre de Calvez dont nous voudrions retenir les thèmes suivants :

1° Calvez tente de montrer qu'il n'existe aucune opposition entre le « jeune » Marx

(1) « Was ist orthodoxer Marxismus », 1920 (11 *Geschichte und Klassenbewusstsein*, p. 80).

(2) *La pensée de Karl Marx* (Collection « Esprit ») Le Seuil, éd.

(3) Calvez ramasse en quelques pages son opposition (complète on le pense bien !) à la conception du monde marxiste. Il ne croit d'ailleurs pas à la possibilité d'une collaboration des chrétiens et des marxistes.

et le « vieux » Marx, que la réflexion marxiste a été constituée dans ses éléments essentiels aux alentours de 1845-46. Cela contredit aux hypothèses suivant lesquelles il existerait un enrichissement progressif mais aussi une dégénérescence progressive des concepts d'origine.

Parvenu à ce moment de la démonstration, Calvez constate qu'il existe une opposition irréductible entre deux aspects de la pensée de Marx : le matérialisme historique qui, analysant un moment fondamental de l'histoire (le capitalisme) promet la fin de cette histoire après la destruction des moyens privés de production, et la dialectique concrète d'autre part qui, reconnaissant la nature contradictoire du réel, ne peut choisir dans un devenir continu un moment capable d'en briser radicalement le mouvement indéfini. S'agit-il, se demande Calvez, de deux interprétations contraires formulées avec des accents divers à des étapes successives de la pensée de Marx, ou d'une contradiction inconsciente chez Marx et génératrice de confusion ?

Il semble qu'on doit se réjouir cependant d'une telle contradiction, même si elle n'a pas été posée comme telle par Marx : ne permet-elle pas de saisir, dans une certaine mesure plus concrètement, le « double jeu » de la sociologie et de l'histoire, de l'utopie et de la science, de l'apparence et de la réalité ? Ainsi peut-on se dire matérialiste sans se dire aussitôt (et surtout) dialecticien et vice-versa ? Si « l'infiniment complexe richesse dialectique de l'homme » (Lénine) ne peut être comprise qu'à travers cette contradiction, alors il faut forger des concepts contradictoires capables d'embrasser une réalité nouvelle sans l'assimiler aux connaissances acquises. Un des dangers du marxisme vulgaire n'est-il pas de réduire abstraitement le non-connu au déjà-connu ? le non-savoir au savoir intellectualisé en schémas abstraits et en grilles ?

Et cela nous amène aux remarques suivantes :

a) La disjonction des deux éléments de la contradiction entraîne presque automatiquement la formation de deux idéologies : la dialectique et le déterminisme historique isolés l'un de l'autre ne sont plus que des explications parmi d'autres explications qui

perdent aussitôt le contenu révolutionnaire qu'elles doivent à leur union.

b) La diffusion du marxisme sous forme de politique a favorisé cette disjonction : *le marxisme n'est-il pas devenu une idéologie comme les autres en pénétrant les masses ?* Que devient le déterminisme historique et que devient la dialectique au niveau de l'éducation des militants de parti ? — Un recueil de slogans et de dogmes, une scolastique de la vie journalière.

Or, imposer au prolétariat une certaine attitude politique immédiate dont il n'a pas forgé lui-même les éléments affectifs et conceptuels dans son propre combat pour l'existence, n'est-ce pas interdire au prolétariat d'accéder à l'existence et limiter son expérience possible à des schémas intellectuels ? Comme le remarquait Lukacs en 1920 : « *Le combat pour la société (sans classe) dont la dictature du prolétariat n'est qu'un simple aspect, n'est pas seulement un combat du Prolétariat avec ses ennemis extérieurs, avec la Bourgeoisie, mais aussi un combat du prolétariat avec lui-même* » (4). Ce combat avec lui-même ne signifie-t-il pas que, pour accéder à l'existence le prolétariat doit aussi se délivrer des représentations empiriques politiques ou pragmatiques qui ne caractérisent qu'un aspect de sa lutte pour l'existence ? Et d'une manière plus générale ne devrait-on pas en conclure que si Marx a entraîné une prise de conscience, le marxisme n'est qu'un aspect dans la prise de conscience révolutionnaire en général ? Que le combat du Prolétariat pour l'existence inclut une certaine contestation des éléments intellectuels du marxisme dans la mesure où le marxisme tendrait à le maintenir dans un état infantile — celui de sa prise de conscience, originaire du siècle dernier ? Faute d'échapper à des règles scolastiques, le prolétariat ne serait-il pas condamné à défendre une idéologie et non à conquérir son existence ?

c) Le maniement de la réflexion marxiste, contradictoire en son essence, suppose qu'un esprit (ou un groupe d'esprits travaillant en collaboration) sera capable d'englober l'ensemble du savoir d'une époque, de

(4) « Was ist orthodoxer Marxismus ? » (in *Geschichte und Klassenbewusstsein*, page 93).

maîtriser la totalité de l'expérience sociale. Cette tentative était possible au temps de Marx puisque l'idéalisme allemand puis la dialectique qui en sortit postulant l'identité de la réalité et du pensable permettait et, dans une certaine mesure poussait, à cette audace (5). Aujourd'hui, qui pourrait s'élever à une telle puissance d'assimilation ? Qui pourrait, sans faire sourire, assurer qu'il connaît la clef résolvant la totalité des phénomènes contraires et imprévisibles de la physique, de la sociologie, etc...

Faute d'avoir avoué cette méconnaissance et faute d'avoir su remédier par la liberté de recherche et de discussion à ce danger, on a vu la classe dirigeante soviétique revendiquer magiquement avec Staline une omni-connaissance impossible à réaliser dans les faits, affirmer une perfection réalisée quand le mécanisme du développement social de l'U.R.S.S. lui échappait si complètement qu'elle devait recourir à la plus monstrueuse terreur pour masquer son échec.

2° A l'unité de pensée de Marx correspond pour Calvez une seconde unité entre communisme et marxisme. On ne saurait pour lui « argumenter du marxisme authentique contre les déformations du marxisme en Union Soviétique », car ce serait oublier que « le marxisme des fondateurs, malgré son apparente ouverture, portait déjà les germes de l'évolution communiste contemporaine et appelait la constitution d'une orthodoxie ». On voit donc Calvez adopter une attitude « intégriste », et rendre, en somme, Marx responsable de la terreur stalinienne.

Cela appelle les remarques suivantes :

a) Il existe, certes, un dogmatisme chez Marx. On connaît sa violence contre Stirner ou Feuerbach : il s'agissait de montrer que les analyses de Stirner ou de Feuerbach étaient insuffisantes, que leur critique de la religion et de la philosophie n'était ni assez dialectique ni assez concrète. Mais il existe un autre dogmatisme chez Marx : celui qui vise Proudhon et tous ses *concurrents* dans la lutte d'influence et de prestige engagée pour amener des ouvriers dans l'Internationale. En ce sens, Marx n'échappait pas à

cette loi sociale qui transforme justement en idéologie politique et émotionnelle toute pensée qui, d'une manière ou d'une autre, implique une main-mise sur la conscience collective et un contrôle des masses. C'est là un autre aspect du dogmatisme de Marx.

b) Ces deux aspects n'ont cependant qu'une importance relative par rapport à la réflexion marxiste dans son ensemble et plus relative encore vis-à-vis de la lutte du prolétariat pour la conquête de son existence. Le dogmatisme et l'orthodoxie des post-marxistes sont différents :

Le dogmatisme des marxistes vulgaires tient à la nature pédante et étroite de leur esprit particulier, à une invasion, en somme, de la subjectivité et de la bêtise dans la conscience individuelle ! Le marxisme ne confère, en effet, aucune qualité spéciale d'intelligence et personne ne peut devenir génial parce qu'il utilise certains schémas d'une pensée géniale. Ceux qui se sont pris au piège d'une pensée dont ils n'étaient pas assez qualifiés pour manier les contradictions ont aidé *objectivement* à constituer une orthodoxie politique néfaste, une scolastique.

Mais l'orthodoxie stalinienne est d'une autre nature et bien autrement dangereuse : elle correspond à l'immobilisation du marxisme et du communisme dans un pays, à la tentative stalinienne de réconcilier le marxisme avec l'espace, lui qui était, en tant qu'aspect de la lutte du prolétariat pour son existence, une « philosophie » du temps ou plus exactement une conception du monde étrangère à toute limitation forcée dans un espace.

L'orthodoxie stalinienne correspond à la défense idéologique de privilèges de classe, tout le monde le sait ; cette classe n'utilise-t-elle pas le marxisme pour conserver et immobiliser l'histoire ? N'existe-t-il pas une certaine analogie entre la bourgeoisie française de Louis-Philippe s'emparant des « principes immortels de 89 » pour maintenir les ouvriers dans les cadres de la société capitaliste et la bureaucratie créée par Staline qui utilise le marxisme comme l'idéologie politique et réactionnaire d'une classe au pouvoir défendant l'ordre moral et social établi ? Mais c'est là une orthodoxie autrement dangereuse et il faut dire à Calvez

(5) Cette image rationaliste issue de « l'Encyclopédie » et des rêves du romantisme philosophique allemand ne correspond-elle pas à la *part utopique* du marxisme ?

qu'on ne saurait rien conclure contre Marx des concepts dégénérés par Staline.

Ceci dit, les choses ne sont pas simples pour autant. Nous voudrions faire deux remarques finales, deux conclusions provisoires portant sur l'usage ou le bon usage du marxisme, aujourd'hui :

a) Il est probable que le réel et l'expérience historique collective de l'humanité ont été, depuis Marx, plus vaste et plus riche que ne le pensait Marx, que dans nombre de domaines, on ne saurait réduire la réalité contemporaine aux schémas suggérés par le fondateur. En ethnographie, il serait difficile de considérer comme valables les suggestions marxistes, mais pas seulement en ethnographie bien que Marx n'ait pas eu la moindre idée d'une pensée qui ne fût européenne ou blanche. Qui nous prouve que les peuples dits « primitifs » que nous appelons sous-développés seront marxistes après leur émancipation ?

b) Le marxisme traditionnel a bien posé les problèmes pré-révolutionnaires, mais en aucune façon il n'a suggéré quoi que ce soit pour régler les problèmes post-révolutionnaires. Or, la terreur stalinienne ne résulte-t-elle pas de la transposition dans la durée post-révolutionnaire des schémas valables pour le combat antérieur à la révolution ?

c) Je ne voudrais pas que l'on ramène ce que je vais dire à une vulgaire tentative de « révision » et de « liquidation » *bien qu'il soit urgent de procéder à une remise en question fondamentale du marxisme, ne fut-ce que pour en prouver la validité.* Mais il semble que le marxisme n'est qu'un aspect de la prise de conscience d'une classe révolutionnaire, que les analyses suggérées par Marx sont les approximations momentanées d'une conception ou d'une attitude révolutionnaire devant le monde qui ne se réduit jamais aux simples formules qui la définissent philosophiquement. La révolution n'est-elle pas plus grande que le marxisme et la conscience révolutionnaire du prolétariat plus vaste qu'une réflexion, géniale certes, mais, par définition, limitée dans l'histoire ? A ceux qui intellectualisent le marxisme ne faut-il pas opposer l'invention de concepts révolutionnaires capables de libérer le prolétariat d'une définition momentanée de la révolution ?

JEAN DUVIGNAUD.

REVISIONS LE REVISIONNISME

Puisque le problème de Marx est à nouveau posé, saurons-nous le poser en termes nouveaux ? Mon point de vue ne s'identifie pas à celui de Duvignaud, quoiqu'il le recoupe souvent.

Pour moi, un certain nombre de questions préliminaires se posent, de façon à ce que les anciennes alternatives, révisionnisme ou orthodoxie, cessent de nous enfermer dans leurs schèmes.

1) Il faut d'abord examiner soigneusement les conditions subjectives et objectives dans lesquelles nous posons les problèmes. L'auto-analyse, l'auto-sociologie préalable semblent indispensables.

Ainsi, si je dis que je suis marxiste, je crée une confusion, car le terme n'a pas une acception universellement reconnue (des conceptions ennemies s'étiquettent également marxistes), et de plus il y a dans le mot un parfum de « culte de la personnalité », de « fixation au père ». Si je dis que je ne suis pas marxiste, je crée une autre confusion, car le courant principal qui irrigue mes réflexions ou détermine mes actes politiques est issu de mes lectures de Hegel et Marx. Puis-je sortir de cette équivoque en me ralliant purement et simplement à la formule de « socialisme scientifique » ? De toutes façons, l'excès de préoccupations terminologiques est un signe, non plus de rigueur, mais de dogmatisme et de fétichisme.

D'autre part, il faut voir dans quelles conditions nous rouvrons le dossier Marx. Les marxistes qui sont passés par le stalinisme connaissent une grave crise qu'ignorent les marxistes indépendants ou formés à l'école trotskyste. Ceci ne prouve rien sinon qu'il ne faut pas se hâter de trancher. De toutes façons, il faut considérer comme extraordinairement féconde cette situation de crise, mais elle sera d'autant plus féconde que nous aurons conscience que toute crise porte à la fois en elle les possibilités les plus régressives et les plus progressives. Et ce qu'il nous faut craindre, ce n'est pas le nihilisme qui nous saisit à ces moments « zéro », mais le retour à d'autres comforts, d'autres consolations.

En bref, il nous faut sortir de la zone affective où se confondent les attitudes semi-infantiles, semi-névrotiques des marxistes et des révisionnistes.

2) Il y a deux voies complémentaires pour repenser, réviser, dépasser, continuer, confirmer Marx (je laisse le choix du terme à la subjectivité du lecteur, le mot n'ayant plus d'importance quand l'exercice de la pensée devient sérieux).

La première consiste à penser le réel de la façon la plus adéquate possible, c'est-à-dire étudier les phénomènes a) sans les enfermer d'avance dans l'hypothèse, b) en les intégrant dialectiquement dans la totalité, ce qui conduit à, c) les intégrer dialectiquement dans le devenir.

Rouvrir la totalité du monde, relancer la pensée dans le devenir, dé-réfier les outils de connaissance, dé-dogmatiser le savoir, est-ce du marxisme ou du non-marxisme ? C'est en tout cas ce que nous trouvons au plus profond de la méthode et de l'élan de Hegel et Marx.

Ce qu'on appelle marxisme est en fin de compte un compromis artificiellement stabilisé entre la méthode et le système de Marx. Toute pensée vigoureuse tend au système, mais tout système tend à scléroser la pensée. On ne peut échapper une fois pour toutes à ces contradictions. Mais il faut les surmonter dès qu'elles deviennent critiques, en revenant à la source naissante, et non en collectionnant les feuilles mortes.

Bien sûr, la sclérose du système, et surtout ses régressions simplificatrices ou religieuses sont déterminées par des conditions historiques : on a vu pendant des siècles la philosophie d'Aristote réduite à un ânonnement abécédaire ; le Moyen Age en était plus responsable qu'Aristote...

Mais il nous faut, de plus, chercher en quoi le marxisme est devenu la *névrose*, c'est-à-dire la maladie réifiante et fétichisante de la pensée de Marx, et ce qui, dans Marx même, bloquait déjà, potentiellement ou effectivement, la méthode dialectique critique.

Or c'est dans Marx que nous trouvons les questions fondamentales à poser au marxisme et à Marx lui-même. Ce qui signifie que notre critique sera d'autant plus radicale qu'elle se fera à partir de la méthode de Marx. Que c'est dans Marx que Marx se confirme et se nie. Et qu'il serait aussi régressif d'échapper au marxisme que d'y faire son trou.

Retournons sur Marx sa propre vision.

Qu'y a-t-il chez Marx de socialisme utopique et de socialisme scientifique ?

Qu'y a-t-il chez Marx de philosophie au sens traditionnel et de pensée d'un type nouveau (question que pose Kostas Axelos dans le prochain numéro d'*Arguments*) ?

Qu'y a-t-il chez Marx d'idéologie et de connaissance adéquate du réel ?

On pourrait encore poser la question à propos de la dialectique : dans quelle mesure y a-t-il insuffisance ou intempérance dialectique chez Marx ? Dans quelle mesure la conception d'un homme qui surmonterait ses aliénations n'est-elle pas elle-même une aliénation ?

C'est ici que se situerait la brèche pathétique de la pensée de Marx, sa zone d'ombre, celle qui a engendré toutes nos ferveurs et beaucoup de nos erreurs, la source qui colorait la prévision en prophétisme, l'espoir en messianisme, l'humanisme en anthropocentrisme, la confiance dans l'homme en religion de l'homme. Comment ai-je pu voir si tard que l'idée d' « homme total », « réconcilié avec lui-même et avec la nature », est, plus encore qu'un de ces « sollen » dont ricanait Marx et Hegel, un mythe d'essence religieuse ? La dialectique nous enseignait pourtant que l'aliénation était un processus normal et nécessaire, que la fin des aliénations signifierait la mort.

Nous pouvons seulement surmonter les réifications, les fétichisations, c'est-à-dire les formes durcies, perverses, délirantes d'aliénation. Nous ne pouvons surmonter nos aliénations que dans un circuit constant et progressif de récupération en nous de substance cosmique et de re-aliénation...

L'homme n'est-il pas autre chose qu'une aliénation de la nature, et la nature une aliénation d'on ne sait quoi ? Il faut certes centrer toute notre action sur l'homme, mais on ne peut centrer toute notre pensée sur l'homme. Il faut au contraire la décentrer si l'on veut rouvrir les portes de la dialectique.

Et c'est là où je verrais finalement la source d' « aliénation » religieuse chez Marx : cette vision mythique de l'homme total, cette possibilité de salut, enfouie sous la possibilité du progrès, du devenir, de la métamorphose, et qui s'y est développée

comme un cancer. Au terme du processus mystique, on supporte les pires mutilations au nom de l'homme total, on arrête les horloges du temps à l'heure stalinienne, on aboutit à l'« aliénation » économique du travail semi-concentrationnaire.

Marx, à la suite de Hegel, a créé les conditions d'une pensée adulte, qui reconnaît le temps et s'articule sur le cosmos. Mais il y avait chez Marx, comme en tout homme, quelque chose qui voulait échapper au temps et à l'infini cosmique. C'est la source de sa propre « utopie », de sa propre « idéologie », de sa propre mystique, et finalement d'une religion d'un type très ancien et nouveau. Aujourd'hui, à aucun prix, notre pensée ne doit oublier ou camoufler les perspectives du devenir cosmique. Que le silence de ces espaces infinis ne nous effraie plus !

E. M.

UN BILAN DESABUSE

A propos de : Fritz Sternberg : *Kapitalismus und Sozialismus vor dem Weltgericht* (Capitalisme et socialisme devant le jugement de l'histoire), 456 p. 8°, Rowolt Verlag, Hambourg ; *Marx und die Gegenwart* (Marx et notre temps), 386 p., Verlag für Politik und Wirtschaft, Cologne.

Fritz Sternberg s'était fait connaître dès 1926 par un ouvrage « *Der Imperialismus* » qui avait provoqué, lors de sa parution, une vive discussion internationale et l'avait classé d'emblée parmi les penseurs marxistes les plus importants de sa génération. Bien que ses publications ultérieures — notamment la réponse à ses critiques et l'ouvrage sur le *Déclin du capitalisme allemand* (1932) — ne soient pas dénuées de qualités, elles marquent néanmoins une sorte d'éclipse et l'on est obligé de constater, que comme beaucoup d'autres penseurs marxistes de sa génération (nous pensons ici notamment à des figures comme celles de Georg Lukacs, Karl Korsch, Wittfogel, Roy, etc...) ; il a subi les conséquences de la longue période d'obscurantisme intellectuel que le stalinisme a engendré non seulement parmi ses propres adhérents mais aussi — par ses répercussions — dans l'ensemble de la pensée socialiste mondiale y compris chez ses adversaires les plus acharnés.

Il nous paraît d'autant plus important de constater qu'en 1951 (bien qu'ayant beaucoup évolué au point qu'aujourd'hui on ne saurait probablement plus en toute rigueur l'appeler marxiste ou même socialiste) Sternberg a retrouvé avec un grand ouvrage dans lequel l'acquis de la méthode marxiste reste néanmoins évident à chaque page, le niveau de ses premiers livres (1).

Que l'on soit cependant en accord ou en désaccord avec telle ou telle des nombreuses analyses de Sternberg et surtout avec ses conclusions, il ne fait aucun doute que ses deux livres se placent parmi les plus importants que l'on ait écrit sur le monde contemporain et que tout intellectuel socialiste doit les connaître et les méditer avec le plus grand sérieux.

Il ne saurait être question d'énumérer ici — et encore moins d'exposer et de critiquer — les multiples aspects de cet ouvrage à caractère encyclopédique. Nous nous contenterons d'énumérer brièvement celles de ses remarques qui nous paraissent présenter un intérêt particulier.

Dans la discussion sur l'impérialisme, discussion qui avait une importance capitale pour la pensée socialiste, et à laquelle avaient participé entre autres Hilferding, Rosa Luxembourg, Lénine, Otto Bauer, Boukharine, etc..., mais que la censure stalinienne a brusquement interrompue — Sternberg se rattachait, dès 1926, à l'école de Rosa Luxembourg pour qui l'impérialisme n'était pas un simple stade ou étape du capitalisme mais un des traits essentiels de celui-ci, trait que Marx a insuffisamment mis en lumière. Aujourd'hui Sternberg tire les conclusions de cette prise de position (qui s'est d'ailleurs enrichie et précisée dans la mesure où l'auteur y intègre les répercussions économiques de l'intervention de l'Etat) en montrant les points suivants :

a) Comme le savait déjà Rosa Luxembourg, la principale lacune de l'œuvre économique de Marx a été de ne pas tenir compte des marchés non capitalistes et en particulier des marchés coloniaux et de

(1) Le volume plus réduit sur *Marx et notre temps*, publié quatre ans après le précédent, est un complément intéressant à celui-ci, bien qu'il risque, si on le lit isolément, de donner une impression de journalisme un peu facile.

prévoir ainsi une prolétarianisation des couches moyennes, une aggravation des crises économiques, une paupérisation du prolétariat et une révolution socialiste imminente, alors que, précisément grâce à la pénétration impérialiste dans les marchés coloniaux, à l'énorme exportation d'hommes et de capitaux d'Europe vers les U.S.A. pendant toute la période précédant la première guerre mondiale, à l'existence d'un marché intérieur et d'immenses territoires non encore exploités dans ce dernier pays, l'évolution du capitalisme s'est développée d'une manière tout à fait différente. Il n'y a pas eu de concentration puissante des capitaux et de la production dans l'agriculture, les classes moyennes ont en grande partie survécu malgré la puissante concentration industrielle dans les pays capitalistes avancés et leur prolétarianisation partielle a été compensée par l'apparition de nouvelles formes de petites bourgeoisies et des salariés à revenu moyen (employés, techniciens, etc...), les crises, au lieu de s'aggraver, ne se sont présentées jusqu'en 1929 que sous la forme de simples troubles périodiques dans la courbe ascendante d'un capitalisme en plein essor économique, enfin les salaires réels de la classe ouvrière ont dans l'ensemble augmenté de façon continue dans les grands pays capitalistes.

b) La pénétration impérialiste dans les pays coloniaux n'a pas eu pour résultat l'industrialisation de ceux-ci ; elle a, au contraire, empêché leur industrialisation par une alliance entre les puissances impérialistes et les forces féodales et rétrogrades de la société autochtone. La concurrence des produits venant d'Europe a ruiné l'artisanat local et renforcé l'agrarisation (si on peut employer ce terme) des pays colonisés en les transformant de plus en plus sur le plan économique en sources de matières premières pour les pays capitalistes avancés (ce qui explique notamment la création et le développement des chemins de fer dans les pays coloniaux). Ainsi à l'augmentation des revenus réels de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés a correspondu une paupérisation réelle et notable de la population agraire dans les pays coloniaux et sous-développés.

c) Cette situation a entraîné, pendant une très longue période, l'embourgeoisement

idéologique (sous une couche superficielle d'idéologie révolutionnaire) de la majeure partie de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés et non pas seulement d'une mince couche d'« aristocratie ouvrière » comme le pensait Lénine. En réalité « l'aristocratie ouvrière » avec ses revenus croissants et son idéologie réformatrice a été constituée non par une fraction réduite des prolétariats européens (par rapport à l'ensemble de chaque prolétariat national) mais par la très grande partie et parfois la presque totalité de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés par rapport au niveau stagnant et parfois en baisse des populations agraires et artisanales dans les pays économiquement arriérés.

C'est pourquoi après la première guerre mondiale (au cours de laquelle et d'ailleurs pour la première fois le phénomène d'une économie planifiée à une échelle importante a fait son apparition en Allemagne) la première révolution socialiste ne s'est pas produite comme le prévoyait Marx dans un pays capitaliste avancé mais au contraire dans un pays arriéré et retardataire. En outre, cette révolution n'a pas été suivie comme l'attendaient Lénine, Trotsky et les grands penseurs communistes par une révolution socialiste dans les pays d'Europe occidentale.

Il en est résulté l'Etat Soviétique de la période stalinienne (le livre de Sternberg est de 1951) caractérisé par une économie dirigée, par le contrôle renforcé de l'ensemble des moyens de production que lui assure la nationalisation de l'industrie et la collectivisation de l'agriculture et préoccupé — sur le plan économique — en premier lieu, par l'effort d'accorder une primauté suffisante à l'industrie lourde pour assurer un investissement qui soit non seulement dans son taux relatif mais aussi en quantité absolue, plus important que celui de n'importe quel pays capitaliste avancé y compris les U.S.A. Cette tâche a été jusqu'ici effectivement réalisée. Par rapport à la situation de 1917, la productivité de l'U.R.S.S. a augmenté plus que celle de n'importe quel pays capitaliste.

Mais pour obtenir cette extraordinaire accumulation avec l'énorme taux d'investissement qu'elle suppose, il a fallu maintenir

la population à un standard de vie extrêmement bas, standard qui, d'après les statistiques que cite Sternberg dépasserait à peine celui d'avant la Révolution. Ainsi la dictature stalinienne s'est-elle exercée en grande partie contre les aspirations des ouvriers et des paysans à obtenir un standard de vie plus élevé.

Ici, Sternberg formule trois remarques qui nous paraissent dignes d'attention :

a) La pensée marxiste qui travaille encore avec les catégories économiques et historico-sociologiques élaborées par Marx et par Lénine avant l'époque stalinienne ne possède pour l'instant pas encore d'appareil conceptuel et terminologique opératoire qui lui permettrait de saisir efficacement et de comprendre la nature de ces organismes sociaux constitués par l'U.R.S.S., les Démocraties Populaires et même la Chine, qui ne sont ni capitalistes ni socialistes dans le sens classique de ces mots. L'élaboration d'un tel appareil catégoriel et terminologique nous semble être en effet une des tâches les plus urgentes de la pensée marxiste si elle veut garder le contact avec la réalité.

b) Si certains parlent d'impérialisme soviétique, ce terme, dans la mesure où il prétend suggérer une analogie avec l'impérialisme des pays capitalistes, s'avère impropre, étant donné que l'économie planifiée soviétique n'a pas besoin de s'assurer des marchés pour ses produits excédentaires, mais tend au contraire à incorporer l'économie des pays satellites à son économie propre et, par cela même, à augmenter leur productivité.

c) Enfin, l'intégration à l'économie soviétique des démocraties populaires diffère de la pénétration coloniale des pays capitalistes dans la mesure où elle se produit dans des organismes sociaux dont la population a un standard de vie plus élevé que celle de la puissance dominante, et Sternberg prévoit à juste titre dans son second ouvrage les difficultés sociales et politiques qui peuvent résulter de cette situation.

Analysant la crise de 1929, qui constitue un tournant dans l'économie capitaliste, le « New Deal », et surtout l'évolution ultérieure de l'économie américaine, Sternberg montre l'existence des possibilités d'une évolution immanente et non révolutionnaire de cette économie, grâce aux mesures inter-

ventionnistes de l'Etat, qui ont créé dans tout le monde capitaliste, pour les marchandises excédentaires, des possibilités d'écoulement auxquelles n'avaient pas pensé les économistes marxistes classiques. Au cours de ces analyses, Sternberg met en lumière l'existence de plusieurs éléments qui pourraient préparer et faciliter une éventuelle transformation pacifique et graduelle de l'économie américaine dans un sens socialiste.

Il faut, pour conclure, mentionner les intéressantes analyses de la situation économique dans les anciens pays coloniaux devenus indépendants, ou en train de le devenir. Placés devant le problème d'une industrialisation qui exigerait des capitaux considérables, et qu'ils sont incapables de réaliser par leurs propres forces, ces pays peuvent ou bien devenir un nouveau champ d'absorption pour une considérable exportation de capitaux provenant des pays capitalistes, ou bien, si dans l'avenir, comme cela a été le cas jusqu'à présent, cette exportation est freinée par le manque de confiance des capitaux privés et par l'insuffisance de l'aide économique d'Etat à Etat, un puissant appui pour le bloc de l'U.R.S.S. et des Démocraties Populaires.

Les positions propres à Sternberg ne sont pas clairement exprimées dans ses analyses qui s'efforcent de garder, dans une certaine mesure, le ton de la constatation objective. Il paraît néanmoins évident qu'il s'oriente aujourd'hui vers un réformisme légèrement désabusé et pessimiste. Quelle que soit cependant l'appréciation que l'on porte sur ces conclusions, les ouvrages de Sternberg s'imposent par le sérieux de leur documentation et la pénétration de leurs analyses. C'est pourquoi il semble important de les signaler à l'attention des lecteurs français.

LUCIEN GOLDMANN.

LE PERIL JEUNE

(Les pays dits « sous-développés »)

A propos de : Georges Balandier : *L'Anthropologie appliquée aux problèmes des pays sous développés*. Les Cours de Droit, 158, rue Saint-Jacques, Paris (3 volumes photocopiés), 1955. — Georges Balandier, et divers collaborateurs : *Le Tiers Monde* (sous-développement et développement),

préface d'A. Sauvy. Cahier n° 27 de l'Institut national d'Études démographiques, Presses Universitaires de France, 1956.

Peu d'œuvres font le pont entre les besoins politiques essentiels et le savoir universitaire. C'est pourquoi il convient de signaler l'œuvre de Georges Balandier, qui constitue une introduction de premier ordre aux problèmes premiers de ce siècle.

Le manifeste de Bandoeng concerne environ 1 milliard 300 millions d'hommes. Les pays dits sous-développés — le « tiers monde » (comme il y eut le tiers état en 1789), selon l'excellente expression d'A. Sauvy — embrassent les deux tiers de l'humanité. Alors que, dans les régions « développées » (1/5 de la population mondiale), le revenu annuel moyen par habitant est de 461 dollars, il est de 41 dollars dans le « tiers monde » (1). La population du globe est aux 2/3 sous-alimentée.

La faim. Il ne s'agit pas que de la faim. La misère. Il ne s'agit pas que de la misère. La dépendance. Il ne s'agit pas que de la dépendance. Il s'agit d'une gigantesque transformation de ce « tiers monde » où la faim, la misère, la dépendance cessent d'être supportées. Le docteur Ambekar, porte-parole des Intouchables indiens, dit ainsi : « Ce qui est nouveau, ce n'est pas la misère indienne. Elle est vieille comme le monde. C'est que le peuple indien commence à devenir impatient de sa misère. » Il s'agit de la ruine de sociétés archaïques ou traditionnelles, par la colonisation, et de la naissance d'une nouvelle civilisation, contre la colonisation.

Par la colonisation et contre la colonisation, Georges Balandier insiste très justement sur la relation réciproque qui associe sociétés développées et sociétés « sous-développées ». Autrement dit, il faut considérer en premier lieu le phénomène mondial qui commande à la fois le « développement » et le « sous-développement ». C'est ce que S.H. Frankel a bien mis en relief : « Tout développement économique entraîne des relations d'un nouvel ordre au sein des sociétés où il se produit et à l'extérieur. Ainsi apparaissent des liaisons complexes

entre anciennes et nouvelles structures de l'activité humaine. » (*The economic impact on under developed societies*, Oxford 1953.)

Pour Frankel, le fait essentiel est le « processus par lequel les nouvelles structures économiques sont appelées à l'émergence ». Le processus total ne doit pas être masqué par l'opposition entre métropole et colonies, pays développés et sous-développés. Frankel note que « les forces qui produisent ou freinent le changement sont partout les mêmes ». La colonisation (et la décolonisation) ne sont « rien de plus, rien de moins que le processus de développement économique et social à l'échelle du macrocosme et du microcosme ».

Le mérite de la pensée de Frankel est de ramener aux *mêmes problèmes* les aspects antagonistes et différentiels de l'évolution du monde entre pays dominants et pays dominés. Mais Frankel (d'après la connaissance indirecte que j'en ai, à travers l'analyse de Balandier) schématise les problèmes en les ramenant à leur seule nature économique. Comme je l'ai déjà signalé à propos des « Changements sociaux au XX^e siècle », l'explication fidèle de la réalité ne peut exactement identifier les problèmes de développement économique et les problèmes issus des conflits de domination et d'émancipation. On ne peut sacrifier l'un des deux pôles de cette dialectique gigantesque et complexe qui commande l'histoire humaine. Au contraire : nous voyons que tous les problèmes de notre temps sont déterminés par une contradiction profonde entre les processus économiques et les processus politiques (domination et émancipation) au sein d'un même mouvement.



Il est nécessaire, pour nous-mêmes, de formuler quelques thèses générales quitte à les corriger au cours d'un examen plus complet.

I. Colonisation, domination, sous-développement

Les groupes humains tissent entre eux des rapports qui peuvent aller de l'extermination à la libre coopération. Mais les rapports qui se sont établis le plus fréquemment au

(1) Le revenu annuel de l'Égyptien est de 12.000 francs, celui du Noir de l'A.O.F. de 18.000 francs.

cours de l'histoire sont ceux de la domination. On ne peut pas dissocier l'origine de l'Etat de l'origine de la colonisation et de l'esclavage. Comme disait F. Oppenheimer : « L'Etat est entièrement quant à son origine et presque entièrement quant à sa nature, pendant les premiers stades de son existence, une organisation sociale imposée par un groupe vainqueur à un groupe vaincu... et cette domination n'a jamais d'autre but que l'exploitation du vaincu par le vainqueur. »

L'intégration des dominés au sein d'un Etat est une forme accomplie qui ne se réalise qu'après que certaines conditions aient été remplies. Il y a des formes moins intégrées de domination : colonisation, vassalisation, satellitisation, etc...

Les grands types de colonisation, la colonisation romaine, la colonisation européenne du XIX^e siècle se sont constituées à un moment donné selon une formule mixte que l'on peut caractériser comme suit : 1^o la colonisation est une forme mal intégrée et inachevée d'esclavagisme ; 2^o la colonisation est une forme mal intégrée et inachevée de transformation de populations ethniquement diverses en une classe sociale prolétarienne ; 3^o la colonisation est une forme mal intégrée et inachevée d'extension d'un Etat sur des groupes extérieurs.

La colonisation est un phénomène historiquement précaire : elle peut se défaire sous la poussée économique, politique ou insurrectionnelle des populations colonisées. Elle peut aussi s'achever dans l'intégration (Indiens d'Amérique centrale) ou l'extermination (Indiens d'Amérique du Nord, aborigènes d'Australie) de populations dominées.

La colonisation est donc un des phénomènes les moins stables de la sociologie. Mais c'est aussi un des phénomènes les plus fréquents de l'histoire. « La colonisation, dit Balandier, est la manifestation historique la plus ancienne et la plus répandue des relations entre sociétés inégales. » (*Tiers Monde*, p. 21.) Ces relations sont celles de la domination et de l'exploitation.

Au profit de qui ? Langelle généralise trop hâtivement lorsqu'il assure que « l'histoire économique est celle de l'exploitation, esclavagiste ou non, perpétrée par les nations prospères au détriment des pays sous-développés » (*Le Tiers Monde*, p. 268).

L'histoire de l'Antiquité nous montre au contraire des sociétés arriérées implantant leur domination sur des sociétés prospères : c'est l'histoire de la colonisation macédonnienne. Et c'est par ce truchement que le vaincu impose sa civilisation supérieure à « son barbare vainqueur ». Par ailleurs, la métropole romaine est devenue au II^e et au III^e siècles un centre de consommation, une énorme bouche engloutisseuse que nourrissaient en produits fabriqués les centres industriels de l'Asie Mineure et de la Gaule. Ce n'est qu'aux temps modernes que développement industriel, puissance matérielle et puissance militaire vont pratiquement s'identifier. Dans le monde contemporain, le simple rapport entre société développée (c'est-à-dire industrielle) et société pré-industrielle ou moins industrialisée est par lui-même un rapport de puissance, de domination et d'exploitation de l'une à l'autre. Phénomène qu'a bien mis en valeur Abdoulaye Ly. Ainsi la vocation mondiale de la domination américaine était inscrite dès la fin de la guerre de 18, comme l'avait remarqué peu après Trotsky dans *Europe-Amérique*.

Le problème de la colonisation et de la domination se pose dès lors en termes originaux : au XIX^e siècle, la conjonction de la puissance industrielle et militaire ouvrit le monde « sous-développé » à la colonisation européenne. Mais au XX^e siècle, la superpuissance industrielle des Etats-Unis, capable de secréter une force militaire sans pareille, n'a pas besoin de coloniser ; elle se passe de colonisation et au contraire tend à détruire la colonisation des puissances du XIX^e siècle pour mieux asseoir son empire. Ainsi les U.S.A., qui de plus dominant par l'économie les puissances européennes, présentent-ils sur celles-ci pour les amener à décoloniser et favorisent dans une certaine mesure (mesure freinée par la crainte d'une émancipation hors du système capitaliste) les mouvements autochtones d'indépendance politique. On peut même dire que c'est dans la mesure où la domination des Etats-Unis s'accroît sur l'Europe qu'elle accentue le mouvement de décolonisation d'Afrique ou d'Asie, et qu'elle accentue sa propre hégémonie économique sur ces continents. (L'affaire de Suez en est le plus clair exemple.) Ainsi la logique même de l'impérialisme — l'impérialisme du capital financier — aboutit, à son « stade suprême », à la

décolonisation par et pour la domination (déjà, d'une façon tout à fait différente, la logique de l'impérialisme romain aboutissait à l'héritage de Caracalla).

On comprend qu'un système ploutocratique de domination mondiale est actuellement en expansion, où les forces de domination seraient médiatisées (donc atténuées) par l'argent. L'argent est toujours plus libéral que le gendarme ou le parachutiste. Mais il s'agit toujours de domination.

Aujourd'hui donc les Etats-Unis proposent au monde un système de domination économique, qui se traduirait politiquement par la transformation de la colonisation en « satellitisation ». Ce n'est là qu'un aspect, et qui comporte d'ailleurs ses contradictions (les U.S.A. étant amenés à la fois à accélérer et freiner, libérer et réprimer le même processus, qui par delà la décolonisation tend naturellement à la désatellitisation, qui par delà l'investissement financier tend naturellement à l'égalisation économique) d'un phénomène plus général, qu'on peut énoncer ainsi : les forces mêmes qui ont provoqué la colonisation moderne provoquent la décolonisation. L'ensemble du système qui a produit la colonisation tend à saper ses propres bases, y compris dans le cas de l'extermination des populations colonisées (la population dominée étant annihilée, la domination s'annihile d'elle-même). En effet :

1° L'introduction du système capitaliste dans les pays dominés entraîne une désagrégation des structures traditionnelles et provoque un processus complexe d'assimilation, de compétition et de résistance qui ouvre la voie à un processus d'émancipation ;

2° Les guerres et conflits inter-impérialistes accélèrent le développement économique et l'émancipation politique des zones dominées. Ainsi ce sont les deux guerres mondiales qui ont hâté de façon décisive l'émergence du Tiers Monde concrétisée à Bandung ;

3° Si le plus souvent la puissance dominante se refuse à développer la zone dominée, elle tend à créer les bases d'un tel développement en intégrant ces zones dans le marché capitaliste : création des routes, chemins de fer, villes, constitution d'un premier prolétariat, d'une première bourgeoisie, éducation nouvelle (écoles), diffusion de

l'instrument monétaire, appel au développement de la consommation. Tout ceci crée les conditions d'un développement économique que par ailleurs le colonialisme freine par tous les moyens. C'est là sans doute la grande contradiction du capitalisme. Aussi n'est-il pas étonnant que le développement fasse irruption en brisant le capitalisme lui-même, et que le marxisme se soit incarné dans le Tier Monde *comme moyen de développement des forces productives suscité par le capitalisme et étouffé par lui*. En ce sens, la révolution chinoise relève d'un marxisme beaucoup plus orthodoxe que les prévisions de Marx lui-même dont l'erreur fut de s'hypnotiser sur les pays « développés » où le capitalisme continuait à stimuler la production.

4) Le pays colonisateur véhicule inévitablement son idéologie officielle fondée sur le nationalisme, la liberté des citoyens, l'universalité du droit. Il ne peut éviter que l'idéologie révolutionnaire de ses propres classes dominées s'introduise chez les populations colonisées. L'Occident fournit au Tiers Monde les armes idéologiques qui nient sa domination.

5) Ces conditions rendent possible une mutation sociologique révolutionnaire : l'émancipation politique peut être immédiatement suivie par un processus d'émancipation économique fondé sur la volonté de rattraper le retard dans l'évolution : accroissement considérable de l'investissement, transfert massif d'investissements sur l'industrie de production, (ce qui pose les problèmes de l'exercice totalitaire du pouvoir et, en deuxième analyse, du stalinisme).

*
**

Ainsi, en même temps que s'accroît la tendance ploutocratique à la domination, s'accroît une tendance profonde, tellurique, à détruire la base même des systèmes de domination régnants, y compris le système ploutocratique. Ce dernier, dès qu'il est menacé est contraint de s'appuyer sur des systèmes policiers ou des occupations militaires, comme à Formose ou en Corée du Sud.

Mais, en même temps, des nouveaux centres de domination tendent à se former. L'histoire nous montre que les mouvements

les plus puissants d'émancipation se transforment à leur tour en systèmes de domination. Nous voyons actuellement que l'U.R.S.S. constitue un système bureaucratique étatique de domination qui pèse sur les peuples de l'Union et sur les démocraties populaires ; nous voyons qu'une exploitation des pays les plus faibles peut être perpétrée non seulement en dépit de la politique stalinienne d'industrialisation de ces pays, mais aussi par le truchement de cette politique. Mais par contre, et ceci nous montre que le cycle dialectique est ininterrompu, nous voyons que cette domination détruit ses propres fondements en conditionnant une situation révolutionnaire, dont la perspective n'est nullement le retour au capitalisme (détruit par l'U.R.S.S. elle-même) mais la démocratie socialiste.

Nous voyons donc aujourd'hui que s'enchevêtrent plus que jamais les forces de domination et d'émancipation, chacune jouant à double sens selon le lieu et le moment, et souvent simultanément. Aussi nous apparaît-il, en même temps, que le problème de la domination est loin d'être résolu et que la solution ne peut être que socialiste fédéraliste et mondiale. Cette solution suppose une transformation inouïe des rapports existants, et nous contraint à chasser de nos esprits l'optimisme imbécile. Ceci nous entraîne non pas au découragement, mais, au contraire, à l'action responsable, puisque l'issue socialiste authentique ne dépend pas d'une mécanique fatale. Au lieu d'une certitude prophétique, nous avons désormais des exigences, à commencer par l'exigence de la lucidité. La conscience du réel est en fin de compte plus tonique que tous les élixirs idéologiques, et nous épargne les désespoirs qui rejettent hors du combat les mystiques déçus.

Ainsi donc, la partie mondiale est ouverte. La réapparition de formes nouvelles de colonisation n'est pas exclue. Verrons-nous, même, la colonisation de l'Europe ? Cette triste fin serait un gai recommencement pour d'autres. Le double jeu de la domination et de l'émancipation n'aurait pas fini de nous étonner.

Le vingtième siècle fait éclater à nos yeux le double jeu de l'histoire. A travers ce double jeu, s'accomplissent des processus fondamentaux.

Le processus essentiel tend à diffuser sur l'ensemble du globe les structures de l'économie industrielle, de la Nation, de l'Etat, de la vie sociale et de la vie quotidienne, telles qu'elles se sont élaborées dans l'Occident européen. Il y a là une tendance « naturelle » à l'équilibre sociologique : les formes archaïques de société sont condamnées à disparaître.

Mais en même temps que cet « équilibre » le processus actuel introduit l'élément décisif de la civilisation occidentale, qui est *le déséquilibre fonctionnel*, ce qu'on peut appeler le « progrès » ou, si l'on veut être moins normatif, le devenir accéléré : accroissement du rythme du développement technique, instabilité des rapports et dynamisme des conflits sociaux, idéologies révolutionnaires. La rupture des équilibres sociaux traditionnels en Asie et en Afrique ne fait qu'accroître le déséquilibre, c'est-à-dire la relance vers le devenir accéléré. Ce qui signifie que toutes les idéologies d'équilibre sont aujourd'hui des utopies.

On comprendra pourquoi ces réflexions préliminaires m'ont paru nécessaires. Il fallait indiquer dès l'abord à quel point sont contradictoires les forces qui minent et mènent le monde, à quel point sont mêlés les processus d'émancipation et de domination, à quel point les facteurs de la dépendance sont ceux de l'indépendance, et vice-versa, à quel point la tendance mondiale à l'équilibre est aussi (surtout) la tendance mondiale au déséquilibre. A quel point nous sommes engagés, emportés dans l'histoire, et non en route vers une auberge de salut. C'est dans l'article qui suivra que nous examinerons, tels qu'ils ont été excellemment recensés par Balandier, les problèmes essentiels du « Tiers Monde », notre monde.

EDGAR MORIN.

LES MENEURS DE JEU

Remarques à propos de : Charles Morazé : *Les Français et la République* (Armand Colin, éditeur ; coll. « Cahiers de la Fond. Nat. des Sciences Politiques »). Consulter également (même auteur et même éditeur) : *La France bourgeoise*, coll. « Economie, société, civilisation ». Cet ouvrage constitue une étude préalable de la question.

Dépassant un certain nombre de travaux de géographie, de sociologie et d'histoire politique, Morazé a voulu écrire un essai de « science politique » proprement dite, visant à une explication du comportement politique français. Son livre est une synthèse qui débouche sur l'actualité.

Or, d'une part, la science politique en est aux balbutiements et la complexité des facteurs qui la concernent est infinie, d'autre part, cette science est, avec la psychologie, parmi les sciences humaines, la plus étroitement conditionnée par sa propre finalité. Pour toutes ces raisons, ce livre (dont l'auteur reconnaît lui-même, par surcroît, qu'il a été écrit très vite) renferme trop d'idées insuffisamment élucidées, suivies et raccordées entre elles ; aussi vaut-il davantage comme une description vivante et détaillée, illustrée de cartes et de graphiques originaux que comme l'explication qu'il prétend être. Néanmoins, à mi-chemin entre la description et l'explication, l'auteur est parvenu à circonscrire deux ensembles de faits dont tous ceux qui s'occupent de la vie et de la destinée de ce pays devront désormais tenir compte.

1° *Les structures :*

La précocité industrielle française, qui date de 1780, a tourné court au XIX^e siècle par suite de l'insuffisance des richesses minières et surtout de la lenteur avec laquelle la grande industrie s'est fixée. Les deux-tiers du XIX^e siècle ont été occupés par ces tâtonnements et l'avance est devenue retard. Les crises, les échecs comme celui de l'industrialisation de la bordure du Massif Central ont créé un climat d'inquiétude chez les capitalistes. D'où une tendance au repliement, au maintien du caractère rural du pays et une répugnance à penser le monde moderne.

Parallèlement, la France, vieille nation militaire, a depuis longtemps tendance à résoudre ses crises économiques par des aventures militaires : les guerres de la Révolution et de l'Empire furent une première mobilisation permanente des populations. Plus tard, les expéditions coloniales, la guerre de 70 prirent la relève. En conséquence, depuis le début du XIX^e siècle, le pays subit tous les vingt ans une crise démographique, héritage des guerres de Napo-

lèon (1). Cet état de faiblesse périodique aggrave les crises économiques qui surviennent ; il s'ensuit de nouvelles aventures et le cycle recommence.

La mentalité française en vient ainsi peu à peu à se caractériser par une phobie de l'économique qui a joué tant de mauvais tours au pays, une timidité du patronat en matière d'entreprise jointe à une mauvaise volonté tenace à accorder des avantages sociaux — d'où le caractère révolutionnaire du prolétariat — et, dans toutes les couches de la population, la conviction que c'est à l'Etat qu'incombe le devoir de pallier à toutes les difficultés. Le juridique prime l'économique. Tout ceci aboutit à un triple malthusianisme : malthusianisme démographique (que viennent renforcer encore les crises de natalité), malthusianisme économique (celui-ci bien connu), malthusianisme de l'enseignement qui vise à former d'étroites élites et contribue à cloisonner les groupes sociaux. Aussi la France s'est-elle montrée incapable, jusqu'à aujourd'hui, de procéder pleinement à la nécessaire adaptation de son économie.

2° *Mécanismes politiques :*

En ce qui concerne les mécanismes politiques, la France, à l'inverse de l'Angleterre, connaît une pulvérisation des partis (pulvérisation que l'auteur ne lie pas assez fortement à notre sens au cloisonnement des groupes sociaux et à la persistance des structures rurales et artisanales) et tandis qu'on assiste en Angleterre à un jeu de balance qui fait se succéder au gouvernement une « gauche totale » à une « droite totale », en France le régime est celui du gouvernement par le centre : centre droit ou centre gauche. Il convient de lire à ce sujet les pages dans lesquelles Morazé décrit les déplacements et combinaisons des divers « centres » : M.R.P., Parti radical, U.D.S.R., S.F.I.O. depuis la dernière guerre. Durant les périodes de crise, le jeu parlementaire cesse : comme en politique extérieure, on tend à une solution brutale — gouvernement fort ou issue révolutionnaire. La crise passée, on revient au parlementarisme et au règne des « centres ».

(1) Exceptionnellement, après 1870, la crise a été conjurée par une forte immigration de travailleurs qui a permis l'expansion des années 71-80.

En conséquence, le gouvernement français est toujours en retard sur les problèmes : « Le Centre fabrique un parti par type de problème et donc fabrique un gouvernement par type de problème ». La procédure exige du temps et les réformes ne sont jamais accomplies que sous la pression de l'urgence. Le pouvoir se montre toujours incapable de prendre l'initiative des rénovations structurelles. On aurait tort de compter sur ces boiteuses improvisations à l'heure où les problèmes que pose l'Europe et les pays d'outre-mer vont engager tout l'avenir de la nation.

3° Les atouts du pays :

La France dispose néanmoins de quelques atouts importants dans la conjoncture actuelle : une première chance lui est donnée par la découverte des nouvelles sources d'énergie qui rendent peu à peu caduque la pauvreté en charbon. Sa deuxième chance réside dans l'accroissement de la population susceptible de clore enfin le cycle des crises démographiques. En troisième lieu, on constate que, dans les périodes de redressement économique, la France comble son retard avec une rapidité digne d'être comparée, selon Morazé, à la rapidité de l'industrialisation en U.R.S.S. Encore faut-il que ce redressement s'amorce ! C'est dans la refonte totale de l'enseignement que l'auteur voit la solution initiale du problème, refonte qui devra être orientée dans deux directions :

- production massive de techniciens ;
- production massive de ce que Morazé appelle les « meneurs de jeu », c'est-à-dire les hommes avertis de tout ce qui précède et solidement formés en matière de politique et d'économie.

C'est ici qu'apparaissent surtout les limites de l'ouvrage : la question de la formation des techniciens ne présente pas de difficultés majeures : avec ou sans réforme profonde de l'enseignement, on y viendra nécessairement.

Mais la nécessité de former une caste de « meneurs de jeu » est beaucoup plus contestable ; toute la question est de savoir s'il convient de former un corps de « technocrates » de la politique ou de travailler à faire naître une prise de conscience collective de la situation française, par ceux qui ont

les moyens d'opérer le redressement et qui ont intérêt à ce qu'il s'opère, c'est-à-dire par l'ensemble des travailleurs manuels, techniciens et intellectuels du pays. Malgré les apparences, c'est la deuxième solution qui est la moins utopique des deux. Toute l'expérience montre en effet que les « meneurs de jeu » ou bien n'ont pas les moyens de faire appliquer les réformes nécessaires, ou bien ne jouent pas le jeu qu'il faudrait jouer. Morazé constate lui-même que « M. Jean Monnet est le moins psychologue de nos technocrates » et que « voulant sauver le capitalisme de l'expérience communiste, il ne conçoit que l'alliance avec le capitalisme allemand, nordique ou anglo-saxon », ralliant ainsi à ses vœux « certains malthusiens de l'économie ». C'est par définition, la fonction des « meneurs de jeu ». Mais le malthusianisme économique français ne peut être brisé que par l'ensemble des forces du pays en vue de l'accroissement par la richesse générale. Aussi est-ce dans les syndicats et les partis ouvriers que devrait, dès maintenant, être entrepris un immense effort d'éducation en vue de faire prendre conscience aux masses des conditions du redressement, de ses possibilités et de ses difficultés. Quant à la refonte totale de l'enseignement lui-même, elle ne pourra venir qu'après coup, portée par ce redressement et par l'élan de la collectivité entière, ainsi qu'il en a toujours été des grandes réformes de l'enseignement.

COLETTE AUDRY.

L'AUTOMATION ET SES IDEOLOGIES

En même temps qu'elle se présente comme le problème à la mode, l'automation (comme l'énergie nucléaire) nous conduit à vérifier à nouveau les grandes idéologies. Mais, pour éclairer les problèmes posés, il convient d'examiner l'automation à la fois comme fait technique et économique, « style » industriel, et phénomène d'opinion.

Une telle analyse serait exemplaire pour mettre en évidence les caractères d'une époque, placée sous le signe du développement économique accéléré et de la transformation sociale, et situerait dans son cadre adéquat une « querelle idéologique » qui fait rage.

On prend pour définition de l'automatisme au sens technique, l'application étendue des méthodes de transfert (intégration continue de plusieurs opérations mécaniques sans l'intervention de l'homme), du Feed-back-control (correction automatique du processus en utilisant l'information d'un servomécanisme qui compare le résultat effectif avec celui désiré) et de l'introduction des calculateurs électroniques (computers). En réalité, seuls le deuxième et le troisième facteurs différencient qualitativement l'automatisme ; il ne s'agit, dans le premier cas, que d'une mécanisation poussée. Il est évident que, dans cet article, l'automatisme n'est pas considérée seulement sous son aspect technique, mais surtout dans un sens global, comme phénomène complexe technique et économique-social.

Pessimistes et optimistes aux U.S.A.

Il est normal, aujourd'hui, en évoquant l'avenir de l'automatisme, de classer en deux catégories les opinions dans le monde bourgeois : les optimistes et les pessimistes (1), mais il est intéressant de faire coïncider ces oppositions avec l'alternative : *l'automatisme est-elle une évolution ou une révolution ?*

Les syndicats ouvriers aux Etats-Unis considèrent en général l'automatisme comme un développement révolutionnaire qui impose, par conséquent, de nouvelles mesures, de nouvelles attitudes mentales, et un plan pour en éviter les repercussions désastreuses sur la masse ouvrière. Les partisans de la seconde thèse, au contraire (qui représentent très souvent les dirigeants les plus conservateurs de l'industrie), pensent que l'automatisme ne nécessite pas de mesures spéciales ; ils en minimisent les dangers afin de « maintenir leur contrôle absolu et exclusif sur l'application et le développement de l'automatisme » (2). Pour illustrer cette opposition, on peut comparer la déclaration de Reuther, président de la U.A.W.W. : « Non seulement la technique, mais la philosophie de l'automatisme est révolutionnaire au vrai sens du terme », et celle de D.J. Davis, de la Ford Motor Company : « L'automatisme est un pas normal dans le progrès technologique. Selon nous, l'automatisme est un

processus évolutif et non révolutionnaire ; il n'apportera donc qu'un changement graduel dans le domaine de l'emploi. »

Charles Levinson, dans son *Report on Automation*, publié par l'International Metalworkers Federation, formule un des points de vue les plus avancés du syndicalisme non marxiste. En voici le résumé : Nous ne croyons plus aux articles de foi de l'initiative privée ; les bénéfices à long terme ne compensent pas les sacrifices immédiats demandés aux travailleurs ; la construction des machines électroniques et automatiques n'utilise pas toute la main-d'œuvre « libérée » des usines automatisées ; l'automatisme n'est pas un nouveau produit et, par conséquent, n'apporte ni investissements ni industries secondaires ; la réduction des prix de vente à la suite de la réduction des prix de revient est un mythe ; il est absurde de croire que les entrepreneurs diminueront leurs bénéfices ou introduiront des systèmes de libre concurrence quand la règle est aux prix invariables. Le système des monopoles est trop répandu ; les petites entreprises disparaîtront : au fur et à mesure que la production sera toujours plus intégrée dans un cycle continu, il sera plus difficile à de nouveaux entrepreneurs de s'affirmer ; il s'ensuivra une tendance toujours plus nette à une concentration de la propriété, tandis que les besoins plus faibles de main-d'œuvre favoriseront la décentralisation des installations.

Le facteur « temps »

Ainsi posé, le problème de l'automatisme est dominé par le facteur « temps ».

Le problème que se pose, aujourd'hui, la classe ouvrière dans le monde capitaliste, est celui-ci : à quel rythme seront appliquées et diffusées les nouvelles techniques ?

Si la classe ouvrière devait admettre le point de vue des « optimistes », cela signifie qu'elle se résignerait à ne pouvoir modifier les conditions de sa rétribution, ni les conditions générales du développement économique.

Le problème du temps s'impose dans un autre sens aux organisations syndicales. Avec l'automatisme, ce n'est pas seulement une part du capital investi qui devient périmée (machines et installations) mais

(1) Le Père des pessimistes est le propre fondateur de la science : Wiener.

(2) Friedrich Pollock. *Automation in U.S.A.*

aussi une part de capital humain : l'inutilisation et la requalification que va exiger l'automatisation posent le problème du *temps de durée* de ce capital humain (vie de travail effectif) et de l'amortissement de ce capital (instruction technique et expérience professionnelle).

On ne peut envisager la réutilisation des travailleurs et la création de nouveaux postes comme on envisage le problème du matériel inutilisé ou à rééquiper. C'est un fait aujourd'hui, que la classe ouvrière se refuse de subir passivement, comme une machine, la période d'inactivité, de requalification ou de transfert. La réaction de la classe ouvrière constitue donc un facteur de « retard », qui perturbe les prévisions de « l'optimisme » économique, lequel prévoit augmentation de productivité, d'où réduction de prix, augmentation de la consommation, donc accroissement de l'emploi.

Enfin, le problème du temps a un troisième aspect : même si le chômage provoqué par l'automatisation est destiné à être résorbé par la suite, combien de temps durera la période de transition ? Quels effets « perturbateurs » auront les réactions des travailleurs pendant cette période ? « Le peu d'expérience acquise avec l'automatisation laisse penser que cette période sera longue... alors qu'au contraire, dans tous les cas, le problème exige une solution à bref délai : à long terme on meurt » (C. Levinson, rapport cité).

La remarque de Levinson doit être rapprochée de la boutade de Keynes : « A long terme nous serons tous morts ». Cela nous révèle la tendance fondamentale à poser le problème dans ses données immédiates, et non dans la perspective de compensations ajournées.

La force et la faiblesse de la position des syndicats dans le monde bourgeois résident entièrement dans cette attitude. Leur force est en effet d'exiger que soient évitées les souffrances actuelles et la régression du bien-être. Mais, que se passera-t-il à longue échéance ? Là où finit la critique des syndicats et de nombreux « pessimistes », s'ouvrent les perspectives concrètes :

a) L'examen d'un plan qui domine rationnellement et à longue échéance les problèmes posés par l'automatisation, son insertion dans la structure économique et sociale, dans

les institutions juridiques du monde bourgeois,

b) Une enquête qui, à la lumière des nouveaux instruments techniques et des nouvelles sources d'énergie, envisage les possibilités de modification dans les rapports entre propriété et pouvoir, et les multiples possibilités politiques qui peuvent se développer sur le terrain des transformations économiques et sociales futures.

Tel est le champ des réflexions, non seulement du marxisme, mais aussi des « nouveaux optimistes », théoriciens d'un néo-capitalisme qui régènerait le processus économique en intégrant dans une nouvelle harmonie la production et la consommation.

Vers une planification néo-capitaliste

L'ancienne théorie économique libérale, y compris le « marginalisme », ignorait la réalité du temps. Les perspectives des « néo optimistes » et des « pessimistes » face à l'automatisation, partent au contraire des problèmes posés par la « période d'adaptation » et le « retard dans la réaction ». Or, tandis que les syndicalistes américains cherchent des solutions à bref délai, ou par degrés, réalisées au moyen d'amortisseurs sociaux, le néo-capitalisme dynamique propose une vision à longue échéance, fondée sur la direction et la pré-détermination du processus économique.

Cette vision constitue la dernière étape du passage de la théorie keynésienne à la conception planifiée de l'économie, mais d'une planification n'impliquant nul caractère socialiste ou para-socialiste. Car elle ne modifie ni le concept de l'Etat, ni celui du pouvoir, ni celui de la direction politique.

Un exemple type de cette attitude est celui de Drucker. La pensée de Drucker est fondée sur trois principes : a) l'activité économique est un « progrès », c'est-à-dire que l'industrie ne dépend pas de l'habileté personnelle et de la quantité de production, mais de la continuité du rapport qui va du fournisseur de matières premières au consommateur ; b) il existe une structure cachée sous le flux apparemment imprévisible et fortuit des phénomènes économiques ; c) tout processus possède son auto-contrôle automatique : ainsi l'automatisation serait un processus économique qui contient

er: soit son moyen d'auto-contrôle et d'auto-conservation.

Ainsi, à la suite des innovations dans le domaine de l'énergie et des instruments de production, l'idéologie capitaliste de l'économie abandonne une méthodologie fondée sur le subjectivisme individualiste. Elle maintient les notions de profit, coût marginal, équilibre entre offre et demande, mais les insère dans un système économique guidé et contrôlé par l'entreprise : prévisibilité devient programmation, auto-contrôle devient intervention, intégration signifie direction.

Position du marxisme-stalinisme

Face à ce déploiement de positions dans le monde de la culture bourgeoise, quelle est la position de la culture marxiste ?

Une première remarque s'impose. Dans ses formulations dites « orthodoxes » (c'est-à-dire liées aux partis communistes) elle ne relève pas dans le développement de l'automatisation et des progrès techniques récents (tout en reconnaissant leur importance), un saut qualitatif qui la contraigne à révéifier le schéma théorique contenu dans le chapitre « Machines et grande industrie » du *Capital*.

Les articles de Claude Vincent (*Economie et Politique*, mai 1955 et janvier 1956), par exemple, visent avant tout à réfuter les théories selon lesquelles les nouvelles techniques et l'énergie nucléaire pourraient résoudre ou atténuer les contradictions du système capitaliste. Tout progrès technique augmente l'exploitation de l'ouvrier. L'automatisation renforcera toujours plus les monopoles en accélérant la concentration et la centralisation ; elle facilitera les accords pour le contrôle des prix ; elle aggravera la lutte pour les débouchés et le contrôle des sources des matières premières ; elle augmentera la part du capital fixe par rapport à celle du capital mobile ; elle imposera des problèmes d'organisation et de planification à longue échéance qui accentueront les contradictions à l'intérieur du système. Il ne s'agit pas d'une révolution car, pour autant que se développeront des études de marché à plus longue échéance, dues à une plus grande rigidité du système, « il n'existe pas d'appareils techniques capables de supprimer l'anarchie du système capitaliste » ; il s'agit d'expédients qui peuvent seulement cacher, tout au plus retarder la fin, l'inévitable crise de

surproduction. Une application graduelle de l'automatisation ne sera pas possible en raison de la concurrence interne ; le chômage augmentera ; comme les prix de vente ne suivront pas, ou tardivement, la diminution du prix de revient, les bénéfices augmenteront ; la distance s'accroîtra entre les industries qui agissent sur les grands marchés et celles qui agissent sur les petits marchés ; la lutte pour les débouchés et les inégalités à l'intérieur du système deviendront plus intenses. En résumé, les ultimes découvertes technologiques sont bienvenues, parce qu'elles exaspèrent les contradictions dont doit périr le système capitaliste.

L'analyse suit donc rigoureusement le développement des thèses « marxistes-léninistes » sur la mécanisation et le progrès technique *sans poser l'hypothèse de nouvelles alternatives possibles, de nouveaux développements dialectiques, de nouveaux sauts qualitatifs introduits par la qualité nouvelle des forces productives.*

Ce jugement a force de loi en U.R.S.S., comme le montre un article de la Pravda de juin 55 : « Avec le régime socialiste, l'automatisation et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ne produiront jamais ni chômage, ni surproduction, ni disqualification, ni diminution des salaires, mais au contraire l'économie socialiste y trouvera une arme plus puissante pour accélérer le passage du socialisme au communisme... Avec le régime capitaliste, l'automatisation apporte la menace du chômage massif. Elle prépare la ruine des producteurs trop faibles pour disposer des capitaux nécessaires à ces transformations et, de cette façon, elle renforce le pouvoir des monopoles. Elle aggrave l'inégalité de développement des pays capitalistes ... De même que l'augmentation de la productivité au cours de ces dernières années a conduit les ouvriers des pays capitalistes à de nouvelles revendications et à des formes particulières de lutte, les progrès de l'automatisation exigeront d'autres formes de lutte. »

En vérité, Boulganine, dans son rapport au Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., quelques semaines plus tard (4 juillet 1955), s'efforce de ne pas enfermer le problème dans les schémas d'analyse de la première révolution industrielle : « Nous sommes à la veille d'une nouvelle révolution scienti-

fique, technique et industrielle qui aura une portée très supérieure aux révolutions industrielles liées à la découverte de la vapeur et de l'électricité. »

Mais le rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès demeure nettement à l'intérieur du cercle inébranlable des « lois objectives » : (dans le monde occidental) « la production croissante, un progrès technique relatif, l'intensification rapide du travail, par rapport à un marché interne qui ne s'étend pas, mais au contraire se rétrécit, provoqueront inévitablement de nouvelles crises et de nouveaux troubles économiques dans les pays capitalistes. »

Au XX^e Congrès, plusieurs interventions confirment le caractère qualitativement révolutionnaire des innovations technologiques et scientifiques. Par exemple : « L'automatisation de certains types de travail intellectuel : voilà la nouveauté radicale, qualitative, qui sera introduite par ces machines (calculatrices électroniques) » (intervention du président de l'Académie des Sciences Nesmeianov). « L'automatisation représente une sollicitation et un pas forcé dans le passage du socialisme au communisme » (Rubinstein, *La Science et la Technique soviétique*, etc..., Moscou, 1953).

Mais la « qualité révolutionnaire » des inventions technologiques, les nouveaux domaines ouverts par la recherche scientifique, les nouvelles découvertes des sources d'énergie qui peuvent hâter, grâce à leur possibilité « d'effacer les frontières entre le travail manuel et le travail intellectuel », le passage du socialisme au communisme, ne peuvent, dans le cadre du capitalisme, qu'en accroître les contradictions.

La position « orthodoxe » s'affirme aussi dans les écrits des marxistes anglais du *The Marxist Quartely* (numéro spécial du mois d'avril 1956 consacré aux problèmes de l'atome et de l'automatisation). Les Cannon (*Political and Trade-Union Angles on Automation and Nuclear Energy*, pages 65-70) déclare que le terme « deuxième révolution » est dangereux pour trois raisons : « en premier lieu, il exalte d'une façon excessive le caractère nouveau de l'automatisation ; en second lieu, il déforme le concept et la signification historique de révolution industrielle ; en troisième lieu, il suggère l'idée que le capitalisme monopoliste est capable de pro-

gressivité dans le développement des forces productives. La révolution industrielle du XIX^e siècle caractérise une période pendant laquelle les rapports de production étaient en accord avec les forces productives. Mais aujourd'hui, analyse Les Cannon à la suite d'une citation de plusieurs pages de *l'Histoire du Parti communiste (b)*, les contradictions sont à un point tel que « nous ne pouvons pas permettre que la politique du mouvement ouvrier sur l'automatisation et sur l'énergie nucléaire soit conditionnée par une combinaison des vantardises de l'idéal bourgeois... » et des conditions spécifiques transitoires de l'après-guerre en Grande-Bretagne. Et c'est sur ce type de raisonnement que, dans le même recueil, R. Francis (*Economic Causes and Effects of Automation*, p. 119, sq.) conclut : « aucune des exigences de l'automatisation ne peut être satisfaite par le capitalisme ».

Ainsi mécanisée, la pensée marxiste, face aux problèmes posés par l'automatisation et l'énergie nucléaire se ramène à des pétitions de principe ou à des argumentations consacrées seulement à ce qui confirme le schéma (augmentation de la concentration, etc...) ; elle néglige les éléments d'innovation (possibilités offertes par les nouveaux instruments à une planification capitaliste, à des modifications de la stratification sociale, etc...). En réalité, la position serait cohérente si l'automatisation n'était qu'un moyen d'accroître la productivité ou qu'une simple étape de la mécanisation. Mais il est légitime de se demander si une telle formulation ne sous-estime pas tout un ensemble de conséquences économique-sociologiques (modification du rapport entre homme et machine, modification du rapport entre productivité et intensification du travail humain, modification du rapport entre concentration financière et concentration physique, modification des structures du salaire et du marché de travail, modification du rapport entre production et consommation et, enfin, modification du rapport entre science et forces productives, entre culture technico-scientifique et culture politique). Ces conséquences paraissent éclairer d'un jour différent le principe même des « lois économiques objectives », influencer sur leur « nécessité », offrir au facteur « détermination politique » une fonction plus importante, enrichir le cadre des alternatives (positives et négatives) de

transformation du capitalisme, considérées non plus seulement comme une « pluralité » de voies au socialisme.

Les premiers éléments d'une nouvelle vision du problème sont apparues, sur le terrain de la culture marxiste, en Italie, ces derniers temps. (L'Italie est le pays qui a l'organisation syndicale marxiste la plus nombreuse et la plus ouverte à la recherche de voies autonomes et originales). Certaines interventions dans la presse de gauche et dans des congrès semblent constituer, malgré leur caractère préliminaire et prudent, le stade le plus avancé et le plus fertile de la pensée marxiste sur la question. Fertile, parce que disposé à opposer au dynamisme idéologique du néo-capitalisme une tentative sur le terrain d'une méthodologie marxiste de classe, pour dépasser dix ans d'immobilisme culturel.

Il n'est pas possible, ici, d'analyser le contenu et le développement du débat (1). Spesso, dans *Critica Economica* (sur les contradictions du développement des forces productives, p. 469), analyse le problème en déclarant que l'application de l'automatisation et de l'énergie nucléaire, sur grande échelle, qui constituera un saut qualitatif dans les moyens de production, annonce aussi l'éventualité d'un saut qualitatif dans les rapports de production. Spinella, d'autre part, écrit à propos des positions des marxistes anglais sur l'automatisation : « ... tout ceci est vu à mon avis, trop schématiquement... (et nous offre une vision) de la réalité rigide, statique... Karl Marx a dit un jour : « Je ne suis pas marxiste » : peut-être voulait-il nous rappeler que, sans un renouveau d'oxygène, de nourriture, de mouvement, le corps robuste de sa doctrine pouvait devenir une branche morte » (Contemp. 28-7-56, M. Spinella : *L'atome e gli automi*).

Certes, en Italie, les « interprètes officiels » de la culture marxiste ne sont pas arrivés à de nouvelles positions. Dans son discours au C.C. du 28 septembre 1956, Togliatti a, bien sûr, invité les spécialistes à approfondir le problème de l'automatisation, mais l'invitation s'accompagnait d'une série de considérations-freins. « Il y a le danger

que le processus même de développement automatique soit considéré comme progressif en soi et pour soi. C'est pourquoi je suis un peu sceptique quand j'entends partout parler de seconde révolution industrielle... à ce propos, je crois que Marx, dans la terminologie, a été très prudent... déjà, au XVIII^e siècle, on avait réussi à construire des automates...

« Les progrès de l'automatisation accélèrent la transformation monopoliste du capitalisme, mais cette transformation n'est pas une révolution... Répéter le terme : seconde révolution industrielle, sans critique, ... peut conduire à une conception fautive de la période que nous traversons. En ce moment, le développement du capitalisme est arrivé à un point tel que, même s'il y a un progrès technique et productif, les contradictions du système et les limites au développement des forces productives demeurent et s'approfondissent, les déséquilibres deviennent plus évidents et plus graves... »

D'après ces différents exemples, l'investigation marxiste sur l'automatisation s'arrête, en grande partie, devant la thèse du « stade suprême du capitalisme » et devant l'axiome qu'une nouvelle révolution industrielle doit automatiquement s'identifier avec la révolution socialiste.

Les préoccupations d'ordre terminologique (en fait dogmatique) semblent révéler une tendance excessive à limiter les possibilités fournies par la méthode marxiste sur les faits nouveaux. C'est là où le marxisme pourrait être le plus riche qu'on le contraint à l'appauvrissement.

Deuxième révolution industrielle ?

Pour sortir d'un terrain abstrait, le débat « évolution ou révolution » devrait comparer l'automatisation et l'énergie nucléaire à la « première révolution industrielle ».

Mais, pour interpréter ces phénomènes, il faut se garder des dangers déjà signalés par Gramsci. Gramsci mettait en garde contre « l'économisme historique » où « l'on fait dépendre immédiatement le développement économique et historique des changements survenus dans un des éléments importants de la production » (Machiavel, p. 33), et également contre un déterminisme mécaniste : « On pense en général que tout acte

(1) Voir les différents points de vue de Léonardi, Trentin, Spesso, etc., du n° 4, 1956, de *Critica Economica*.

de prévision présuppose la détermination de lois de régularité, comme celles des sciences naturelles. Mais comme ces lois n'existent pas au sens absolu ou mécanique désiré... On construit alors sur une hypothèse arbitraire et non sur la réalité » (*ibid.*, p. 38-39).

On peut se demander s'il n'est pas prématuré de tenter pour l'automatisation une analyse qui, pour le métier à tisser ou la machine à vapeur ne fut entreprise qu'après que leurs applications aient modifié les rapports économique-sociaux. Mais il faut tenir compte ici aussi bien de l'accélération de l'histoire que de l'exigence d'anticipation par laquelle les forces culturelles s'efforcent de dominer l'évolution des forces productives.

En considérant le problème sous cet angle, on ne peut s'empêcher de se demander ceci : l'introduction des nouvelles technologies n'est-elle pas sur le point de déterminer une nouvelle accélération dans le rythme des changements économiques, qui puisse être comparée à celle produite dans la société précédente par l'introduction du métier à tisser et de la machine à vapeur ?

Le passage de l'outil manuel à la machine fut un élément déterminant dans la transformation radicale du processus de production. N'est-il pas légitime d'envisager un changement aussi radical, si se vérifie l'hypothèse que la conduite de la machine passant de l'homme à une autre machine, réduirait l'intervention humaine au seul acte de « presse-bouton » pour un cycle de production complet et intégré ? Si la première révolution industrielle a produit une transformation des rapports de production, pour avoir concentré des masses de travailleurs sur le lieu de travail, et donné au processus productif un caractère collectif, aux sens matériel et humain du terme, ne peut-elle pas entraîner une modification radicale des rapports économique-sociaux qui annulerait le caractère à la fois collectif, humain et égalisateur au sein du processus de production et déporterait le phénomène du *mass-man* en dehors du centre de production ?

Il va de soi qu'« une révolution économique résulte d'un ensemble de forces historiques, disposées selon une certaine combinaison et n'est pas le produit d'une seule d'entre elles » (Dobb, *Studies in the development of capitalism*, p. 277). C'est juste-

ment pour cela qu'il nous faut situer le phénomène étudié dans son complexe historique. C'est un fait, désormais reconnu, que la date d'une invention ne relève pas d'une causalité arbitraire, liée à la naissance et à la biographie d'une personne, mais devient de plus en plus conditionnée et sollicitée par un milieu économique-social donné. Parce que les inventions sont « des produits sociaux », le problème à explorer aujourd'hui est celui des nouvelles caractéristiques, des nouvelles motivations qui, dans le monde capitaliste, ont « sollicité » l'automatisation.

On entend souvent dire que le trait commun à l'ancienne et à la « nouvelle » révolution industrielle est la nécessité absolue de provoquer l'accumulation du capital à un rythme plus rapide que celui consenti par l'offre du travail ; une telle motivation s'insère aujourd'hui dans un contexte social profondément modifié qui enlève au profit son caractère typique de déterminateur et régulateur exclusif de la production capitaliste.

Automatisation et évolution du capitalisme

Les motivations nouvelles semblent se trouver là où le capitalisme s'est mis à l'école du marxisme. L'automatisation représente, en fait, pour le capitalisme, un moyen de surmonter les problèmes humains posés au sein de l'usine par la rationalisation et la fragmentation du travail. Il y voit également la possibilité de transformer et déplacer les difficultés créées par l'aliénation du rapport homme-machine et par l'inséparable lien qui existait entre l'accroissement de la productivité et l'intensification du travail. Contrairement à la mécanisation, l'automatisation permet de relâcher à l'intérieur de la fabrique la vigueur et la cohésion de la force de classe ; elle permet également de prévoir un processus d'accumulation qui n'implique ni usure physique ni aliénation du travailleur à sa machine.

En vérité, l'automatisation, en modifiant les instruments de production, tend à déplacer et transformer les formes des antagonismes de classe, comme elle tend à transformer les antagonismes de la concurrence capitaliste. Transformer, déplacer, mais non résoudre, parce que « l'harmonie », à l'intérieur de la fabrique serait réalisée en provoquant

à l'extérieur de nouveaux rapports de dépendance entre producteurs et consommateurs, entre groupe économique dirigeant et la masse des producteurs indépendants.

L'aliénation se retrouverait paradoxalement, non plus dans le rapport homme-machine, mais dans la « libération » même de la machine : l'homme ne serait pas seulement libéré de la mutilation psychique qu'entraînerait la mécanisation et le travail à la chaîne, mais tout simplement, exclu de la production. L'entreprise serait menée par quelques hommes, ingénieurs et ouvriers qualifiés. Les ouvriers seraient rejetés hors du lieu de production. A la limite, l'ouvrier affranchi de la machine est tué comme « producteur ».

En considérant l'ultime tendance de l'automatisme, on s'aperçoit, encore une fois que, comme dans un mirage, le contrôle du plan de production économique échapperait à la masse, à la collectivité des travailleurs. La masse « libérée » serait renvoyée aux services, aux activités tertiaires, aux activités moins qualifiées et non automatisables, ou pire encore, à l'oisiveté, au chômage.

La libération de la machine ne détruirait pas la « subalternité », mais tendrait à en créer une autre « subalternité », plus diffuse et externe.

Nous voyons ainsi que les nouveaux instruments productifs offrent au capitalisme une possibilité de diminuer la tension des rapports de classes, ce qu'il ne faisait jusqu'à présent qu'avec des succédanés extérieurs (relations humaines, paternalisme, corruption syndicale, etc...). En ce sens, l'automatisme peut marquer la fin des « relations humaines » mais aussi de l'action syndicale efficace.

Mais d'autres motifs intrinsèques sollicitent le système capitaliste vers l'automatisme.

La ruée vers l'automatisme est motivée par l'avantage économique, par la possibilité qu'elle offre à la classe des entrepreneurs de substituer à une forme d'exercice du pouvoir désormais dépassée une nouvelle forme plus adéquate.

L'automatisme apparaît donc à la classe capitaliste comme le dernier instrument de contrôle et de conservation du pouvoir, sur le plan de l'organisation rationnelle et de la prévision scientifique. L'automatisme, en

s'insérant dans le sens de la planification économique, amène à subordonner le plan économique à la production : à faire de l'usine le centre de détermination politique et économique.

L'automatisme peut apparaître comme un nouvel instrument du pouvoir que le capitalisme, en se transformant et en transformant le milieu social, essaie d'acquiescer pour faire face à l'écroulement de la philosophie de l'initiative privée.

L'automatisme correspond, ainsi, à un ensemble de forces historiques qui expriment, à l'intérieur de la classe capitaliste, le besoin de dépasser, totalement ou partiellement l'anarchie économique, pour construire une économie qui tende « à être rationnellement administrée et dirigée » (Brambilla).

Les contradictions et les antagonismes que développera l'automatisme ne coïncident que partiellement avec les schémas prévus par la théorie « catastrophique » du « stade ultime du capitalisme ».

On comprend, alors, comment l'automatisme est à la fois stimulus et conséquence d'une profonde transformation dans le système économique-social, mais ne peut constituer, en soi, une des voies du socialisme. L'automatisme entraîne des possibilités « révolutionnaires », mais celles-ci sont ouvertes, soit dans le sens d'une transformation socialiste, soit dans le sens d'une transformation vers un néo-capitalisme plus résistant et moins exposé aux attaques traditionnelles.

L'automatisme et la lutte pour le pouvoir

Il est certain que la première révolution industrielle a eu besoin, pour obtenir des résultats productifs, d'une force-travail dans des conditions déterminées. Aussi l'une de ses assises fut « la possibilité d'utiliser cette force en quantité adéquate là où s'en faisait sentir la nécessité » (Dobb, *La mobilité du travail*). Aujourd'hui, les techniques de l'automatisme s'insèrent dans un milieu où la force-travail a perdu une mobilité conditionnée par l'absence d'organisation syndicale, d'assurances et de protections sociales.

Si la théorie économique classique ne peut plus ignorer cette réalité et doit, du coup, renoncer à l'optimisme de la « compensation », le marxisme, de son côté, ne peut

sous-estimer le poids de cinquante années de lois de protection sociale, d'un puissant syndicalisme non marxiste et d'une profonde modification dans la structure sociale de la classe ouvrière. Ce fut la première révolution industrielle elle-même qui a dialectiquement créé les nouveaux aspects de la force-travail, et, par conséquent, suscité les différentes alternatives qui s'ouvrent devant la deuxième révolution industrielle.

Les caractères de la force-travail se modifient encore : devant l'accroissement exceptionnellement accéléré de la productivité déterminée par les inventions techniques, la loi d'augmentation de la plus-value relative et du paupérisme est elle-même mise en question.

Les récentes innovations technologiques peuvent faire envisager la possibilité de profondes transformations dans la structure même du salaire, qui modifierait partiellement la nature du « capital variable ». Si, dans le cadre de l'automation, comme l'étudiant déjà des syndicats, même non marxistes, des formes de salaire mensuel, annuel, ou même pluriannuel garanti, indépendant des fluctuations cycliques ou technologiques de la production pouvaient se généraliser, si la semaine de travail devait passer à 4 et à 5 jours, si la durée des congés payés devait augmenter, si se multipliaient les formes d'assurance vieillesse, si les organisations ouvrières réussissaient à percevoir une partie des bénéfices, en fonction de l'économie de travail, il en sortirait une nouvelle « rigidité » du capital variable.

Les conséquences de l'automation dans un système néo-capitaliste doivent être réexaminées dans un contexte où la force de travail a pris un caractère de moins en moins mobile, et où l'accroissement de la productivité ne serait plus lié à l'intensification du travail humain. Ce qui valait pour la phase de mécanisation taylorisée ne peut être appliqué à la phase de fabrication « automatisée ». C'est hors de l'entreprise que se polariseront les antagonismes et les conflits sociaux, et ainsi *l'attention sera toujours plus centrée sur le concept et sur les formes d'exercice du pouvoir.*

Si les forces productrices de la société sont en contradiction nouvelle avec les rapports de production fondés sur l'organisation capitaliste traditionnelle, il n'est pas dit que

l'issue de cette contradiction soit irrévocablement socialiste. En face du phénomène de l'automation et de l'énergie nucléaire, il est difficile d'exclure des transformations des structures économiques compatibles avec un renforcement du pouvoir « politique » néo-capitaliste.

Le marxisme devra donc révéifier et adapter ses instruments idéologiques et politiques. Si l'on s'en tient à une dialectique de lutte de classe qui suppose un capitalisme immobile déterminant des crises toujours plus graves, opposé à un prolétariat qui lutte pour tirer tout le parti possible des nouvelles forces productrices, le problème de l'automation est certainement une simple étape évolutive de la mécanisation, sans autres conséquences révolutionnaires que celle d'accroître les contradictions et hâter la fin du capitalisme. Mais il est nécessaire d'approfondir les possibilités qu'a le capitalisme d'intégrer dans une certaine mesure les nouvelles forces productrices, afin de conserver le pouvoir économique. Dans ce cas, si la culture socialiste n'élabore pas une nouvelle position culturellement « hégémonique », une (et non « la ») « révolution » se produirait en dehors de l'initiative de la classe ouvrière, et un système économique se renouvellerait dans le sens néo-capitaliste et non socialiste.

L'alternative

La philosophie de ce que pourrait être la société néo-capitaliste est exprimée par A.A. Berle (*The 20th Century Capitalist Revolution*, 1954, page 61) « la corporation d'aujourd'hui a une conscience, et pourrait devenir un des principaux instruments pour le cours harmonieux du progrès social ».

L'automation, vue sous cet angle, oblige à considérer la puissance « politique » inscrite dans les nouvelles découvertes technico-scientifiques, puisque l'automation ne comporte pas seulement un accroissement de la productivité, mais modifie les instruments du pouvoir. Dans ce sens, les innovations technologiques de l'automation pourraient faire penser davantage à la découverte de l'imprimerie qu'à celle du métier à tisser mécanique.

L'extension du principe du servomécanisme (contrôle des erreurs et des écarts, etc..) au

domaine économique tend à la limite à ouvrir la possibilité de contrôler et de corriger automatiquement et continûment le plan économique dans chaque rayon d'action. Le problème du caractère politique de la nouvelle société sera probablement influencé en grande partie par ceux qui détiendront le pouvoir et la disposition des instruments de recherche opérationnelle. Il est probable qu'une société néo-capitaliste utiliserait de tels instruments pour transformer une partie toujours plus grande de la population en une espèce de surplus-population, comme l'a défini Pollock.

Pollock a tracé le cadre sociologique éventuel de ce nouveau type de société « comparable par sa structure à celle d'une hiérarchie militaire autoritaire ».

« Au sommet de la pyramide sociale nous trouverons un état-major économique, le vrai commandant de la matière et des hommes. Ce groupe, relativement restreint, et son « corps d'officiers » sera capable de contrôler et de dominer entièrement les processus techniques et économiques ; il prendra les décisions pour tous les problèmes de politique économique. Les calculateurs électroniques le tiendront exactement au courant de tous les processus économiques : en un laps de temps très court ils lui fourniront des informations exactes sur la possibilité de réalisation et sur le cours d'un plan complexe » (*Automation in U.S.A.*, in *Soziologica*, Francfort, p. 44). Ainsi s'accroîtraient les traits d'une classe dirigeante qui regarderait « avec un grand dédain la foule incapable de juger, facilement influencée par les moyens modernes de propagande et entraînée à consommer une marée de marchandises toujours plus diverses » (op. cit., p. 144).

A la limite donc, l'automation améliore la satisfaction de l'ouvrier dans l'entreprise, mais diminue le nombre de postes disponibles. établit un rapport plus positif entre l'homme et la machine, mais instaure un rapport encore plus négatif entre producteur et consommateur. A quel type de loisirs mécaniques et vides seront renvoyés les hommes dans la société automatisée du néo-capitalisme ?

A une augmentation du temps libre correspondrait de plus une diminution de la solidarité des travailleurs. Enfin, à une aug-

mentation des assurances sociales peut correspondre une diminution de l'efficacité des organes de lutte ouvrière : il a déjà été remarqué que la fabrique automatisée est la fabrique la mieux protégée contre les grèves.

Ceux qui remplissent les fonctions essentielles dans la production automatisée constitueraient une minorité dominant la « majorité » de ceux qui ne sont pas capables de comprendre le fonctionnement de l'économie et de la société, et qui fourniraient un travail « improductif » au sens de l'économie classique » (services) (Pollock, liv. vit. p. 152).

Voilà le problème de la nouvelle aliénation, de la nouvelle subordination, si la société ne se transforme pas dans un sens authentiquement socialiste.

Le pessimisme de Pollock, si stimulant soit-il pour la réflexion, ne dépasse pas les limites de la pensée d'un Adorno. L'enquête pessimiste s'arrête là où la pensée socialiste doit recommencer son enquête ; le pessimisme s'arrête à l'annonce d'un danger, sans envisager les développements possibles de la dialectique des antagonismes de classe et de la lutte pour le pouvoir.

Le problème de fond que ce genre d'investigation doit aborder, est le suivant : le problème des nouvelles formes, des nouvelles possibilités de la démocratie, au sens où celle-ci est participation effective des masses populaires à la direction économique.

La culture socialiste doit envisager les conséquences sociales du transfert de la classe ouvrière, hors de la fabrique, vers des activités secondaires, ses effets à l'intérieur même du processus de production, les modifications des qualifications (rapprochement des fonctions d'ouvrier et d'employé), la décentralisation des installations, les nouvelles possibilités de planification économique fournies par les instruments électroniques, etc... pour approfondir les conditions nouvelles dans lesquelles vont jouer les antagonismes sociaux.

Il n'y a pas de doute que les concepts traditionnels de prolétariat et de classe moyenne sont en cours de modification, et ceci, non seulement pour des raisons déjà tant de fois invoquées et réfutées (la mobilité sociale accrue en liaison avec l'amélioration

ration du système scolaire et la participation par actions à la propriété ; cf. C.D.M. Cole, *Studies in Class Structure*, Routledge and Kegan, 1955) mais sous la pression des modifications internes survenues dans les moyens mêmes de production.

Il convient donc d'étudier, dans ce contexte, les nouveaux rapports entre « managers » et détenteurs du pouvoir économique, entre pouvoir économique et pouvoir politique.

C'est sur ce point que s'ouvre l'alternative entre une planification socialiste et une planification néo-capitaliste, entre une planification qui porte en elle l'aspiration à modifier la nature et la direction du pouvoir, et la planification qui tend à accentuer et à consolider un pouvoir établi, entre planification qui sollicite et planification qui exclut la participation politique.

Il faut examiner les nouvelles possibilités directrices, planificatrices, etc., de la grande industrie, afin que les travailleurs puissent développer des forces nouvelles et autonomes d'association, de nouveaux moyens de luttes, fonder leur exigence d'une planification démocratique et socialiste, et affirmer une attitude anticipatrice et « hégémonique » à l'égard des développements technologiques.

En définitive, le problème posé par l'automatisme sera, encore une fois, pour les classes dominées, celui de leur aptitude à dominer théoriquement et pratiquement le processus économique. Si l'automatisme peut être un nouvel instrument de manipulation des masses, les masses peuvent et doivent manipuler l'automatisme. Si l'automatisme est en soi un monstrueux instrument « d'information », la classe exploitée devra appliquer sa lutte à transformer l'automatisme en moyen de « communication ».

En résumé, le problème posé par l'automatisme est celui de la possibilité de conserver ou de conquérir le contrôle idéologico-politique des instruments de la planification.

Dans cette compétition, l'existence en U.R.S.S. d'une structure économique plus apte à tirer les fruits des nouvelles techniques donnent un avantage aux forces socialistes du monde occidental ; mais cet avantage ne suffit pas à compenser l'inconvénient d'affronter la nouvelle offensive

idéologique du capitalisme avec des instruments culturels et idéologiques inadéquats. Si les forces socialistes occidentales devaient considérer que le « Manuel d'Economie politique » publié il y a deux ans en U.R.S.S., a résolu tous les problèmes posés par le progrès technique, elles se trouveraient désarmées culturellement et idéologiquement. A côté de la course économique entre le monde socialiste et le monde capitaliste se déroule une autre course de réélaboration culturelle et idéologique ; les problèmes des voies nationales qui mènent au socialisme devront finalement passer sur ces ponts.

FRANCO MOMIGLIANO.

Une version considérablement augmentée de l'ouvrage de Friedrich Pollock, adapté par Daniel de Coppet et préfacé par Georges Friedmann doit paraître prochainement aux Editions de Minuit, sous le titre « Automation ».

SOCIALISME ET MOYENNES ENTREPRISES

Les récents événements de Pologne et de Hongrie ont attiré une nouvelle fois l'attention sur le problème de la gestion des entreprises dans le cadre d'une économie socialiste. Par ailleurs, des enquêtes récentes effectuées en Allemagne sur la co-gestion dans les mines et les aciéries, ainsi que de nombreuses critiques adressées aux nationalisations anglaises, soulignent l'insuffisance ou l'inadéquation des solutions proposées en Europe occidentale. Est-il possible d'imaginer de nouvelles solutions qui tiendraient compte de ces expériences, des diverses théories, et surtout d'observations directes de la réalité industrielle ?

La critique fondamentale faite au système soviétique, au système anglais et au système allemand porte sur leur bureaucratie, sur l'écart grandissant entre la direction et la main-d'œuvre ouvrière, sur la déficience des résultats économiques. Il est frappant qu'aucun des systèmes n'ait atteint à la fois les objectifs politiques, sociaux et économiques qu'il se proposait.

Par ailleurs, on peut souligner l'échec fréquent des efforts tentés soit dans l'industrie capitaliste soit dans l'industrie collectiviste pour intéresser l'ouvrier à son travail personnel ou à son entreprise. Un livre

récent de Georges Friedmann (1) fait le point d'expériences récentes et souligne à nouveau, dans sa conclusion, les effets nocifs du travail industriel « hyperspécialisé » sur la psychologie des ouvriers. Pour lui, en effet, l'un des plus redoutables dangers du progrès technique réside dans le « manque de participation » de l'ouvrier. Ni dans son travail lui-même, ni dans la gestion de l'entreprise où se déroule sa vie de travail, l'homme ne peut engager ses facultés multiples.

Le problème des moyennes entreprises en France

Nous ne pouvons envisager ici le problème de la Socialisation dans son ensemble ; nous présenterons seulement quelques réflexions sur les possibilités de la socialisation et de la gestion ouvrière dans les petites et moyennes entreprises, à partir d'observations qui ont pu être faites dans les communautés mono-industrielles ou à tendances mono-industrielles (l'industrie de la chaussure à Fougères, par exemple).

Les plus grandes difficultés de la nationalisation commencent dès qu'on quitte les secteurs de la grande industrie pour aborder celui des moyennes entreprises. (On le voit bien dans les démocraties populaires.) Les plus grandes difficultés de la gestion directe ou communautaire commencent dès qu'on dépasse le cadre de la petite entreprise de moins de deux cents ouvriers. Reste donc le problème posé par toute la zone des entreprises de moyenne importance, que nous pourrions situer entre 200 et 5.000 ouvriers, pour donner un ordre de grandeur.

C'est précisément ce genre d'entreprises qu'on rencontre souvent dans les villes elles-mêmes de moyenne importance. L'intérêt de ce problème est primordial dans un pays comme la France, où sont très nombreuses les « situations » qui lient le destin de petites villes, celui de leur région environnante et celui de moyennes entreprises. Très souvent, nous rencontrons dans ces villes des industries légères n'exigeant pas encore de puissants investissements et totalement ouvertes encore à l'initiative et au capital privé. Il s'agit souvent d'industries issues

d'un ancien artisanat, horlogerie, faïencerie, verrerie, tannerie, bonneterie, menuiserie, chaussures, imprimerie, etc...

Si nous nous plaçons dans la perspective actuelle — celle de la structure capitaliste — nous discernons facilement les défauts économiques du système : prolifération de petites entreprises effectuant une même production dans des conditions techniques arriérées, étanchéité des ateliers ne permettant aucune communication des procédés de fabrication, multiplication de services commerciaux alourdissant les coûts des produits, insuffisance des moyens permettant une rationalisation de la production en général et des conditions de travail en particulier, etc... Dans ce genre d'entreprises, la mortalité économique est très forte, étant donnée la faiblesse des moyens de défense financiers en cas de crise. De même, les taux de chômage sont élevés.

Mais on imagine difficilement le succès d'une étatisation de semblables entreprises : leur éloignement des centres économiques directeurs, les liens étroits qu'elles entretiennent avec l'économie régionale, la lourdeur et le coût très élevé de leur gestion fonctionnarisée, l'absence enfin d'intérêt immédiat des travailleurs à la marche de l'affaire, semblent condamner l'étatisation pure et simple de ces secteurs industriels.

La diversité et l'émiettement industriels résultant d'un long passé d'anarchie économique posent une difficulté majeure. On ne peut pas envisager de tailler dans le vif d'une telle situation. Il s'agit d'aménager, de restructurer d'une nouvelle façon. Il s'agit de préserver un esprit d'initiative et de compétition, source indéniable de vitalité et de progrès.

Une autre difficulté majeure semble résider, en ce qui concerne les ouvriers, dans l'absence de formation technique les rendant aptes à la gestion de leur entreprise.

Solution tripartite

La solution qu'on pourrait ébaucher consisterait, sur le plan économique, à opérer d'abord un regroupement d'entreprises dans une même branche de production, ou dans des branches complémentaires, afin de constituer des unités industrielles capables de

(1) *Le Travail en miettes*, Gallimard, éd.

s'équiper techniquement, commercialement, socialement et professionnellement d'une façon qui répondrait aux derniers critères de l'industrie moderne. Pareil système laisserait subsister tel quel le secteur proprement artisanal, ainsi que celui de la petite entreprise à laquelle, selon les cas, il serait jugé préférable, techniquement et économiquement, de conserver son autonomie.

D'autre part, la propriété de ces unités serait confiée à un pouvoir formant le conseil d'administration, et où seraient représentés : a) les travailleurs de l'entreprise, b) la ville (ou l'unité politique locale), c) l'Etat.

En fait, il s'agit de mettre en place un système d'équilibre des pouvoirs qui permette d'éviter l'action des forces centripètes propres à la « communauté de travail » classique et celle des forces centrifuges des gigantesques unités administratives. D'autre part, il est indispensable que les pouvoirs politiques locaux, par l'intermédiaire des élus municipaux, exercent un contrôle direct sur les richesses locales.

Ce pouvoir tripartite serait à même de désigner les travailleurs aptes à exercer les différentes fonctions de direction de l'entreprise, et de promouvoir la formation technique de ses membres les plus qualifiés. Cette intégration à trois niveaux offrirait, au premier abord, de nombreux avantages dont nous voudrions énumérer quelques exemples.

1° Du point de vue des travailleurs et de l'entreprise : elle assurerait une participation totale non seulement par la gestion des moyens de production, mais tout autant par leur propriété. L'épuisante recherche de techniques propres à dissoudre ou à atténuer les conflits industriels dans le système capitaliste cesserait de n'être qu'un paravent derrière lequel on s'efforce de maintenir à tout prix les vieilles structures. Tous les efforts d'organisation et de rationalisation du travail prendraient aux yeux des travailleurs un sens nettement différent. Non que les conflits disparaîtraient pour autant — ce serait une dangereuse utopie que de l'imaginer, — mais ils auraient changé de fondement et ne seraient plus l'expression d'un conflit de classes.

Les problèmes d'embauche, de promotion et de licenciement, de rémunération, de cadences de travail, d'organisation des lo-

sirs, etc., pourraient trouver dans de nombreux cas des solutions rapides et, en tout cas, échapperaient à l'arbitraire d'individus ou de petits groupes particuliers.

D'autre part, le contact direct avec les problèmes techniques, économiques, commerciaux et sociaux de l'entreprise pourrait constituer une école de formation et de promotion culturelle incomparable. Le problème capital de l'intérêt au travail et les solutions préconisées (élargissement des tâches, le travail d'équipe, etc...), pourraient être l'objet d'expériences qui s'accrocheraient à un intérêt collectif profond.

Ce serait une illusion de vouloir rétablir un intérêt en profondeur pour des tâches parcellaires ; cet intérêt ne peut se retrouver qu'au niveau de l'ensemble ou d'un secteur de l'ensemble de la production. Si on analyse l'intérêt de l'artisan, on constate qu'il possède en propre non seulement le pouvoir de fabriquer un objet dans sa totalité, mais aussi celui d'organiser cette fabrication, de la vendre et d'en tirer un intérêt économique direct. Les efforts d'une psychologie industrielle se concentrent sur une très faible portion de ces fonctions et des pouvoirs de détermination qui y correspondent, seraient d'autant plus illusoire qu'ils ne porteraient que sur des tâches parcellaires. En réalité, on ne peut rendre qu'un intérêt collectif à une production qui s'est collectivisée en se divisant ; et on ne peut parvenir à rendre cet intérêt collectif qu'en lui restituant ses compléments naturels, c'est-à-dire le pouvoir d'organiser la production, de vendre les produits et d'en tirer un intérêt économique. C'est la seule façon de réaliser une participation en profondeur de l'ouvrier à la production, participation qui engage ses diverses facultés et assure les effets sur le plan de la personnalité que souhaitent tout autant les psychologues et les sociologues que les médecins. C'est aussi la seule façon d'assurer son intégration à la collectivité de travail dont il fait partie.

2° Du point de vue de la communauté urbaine : L'individu n'est pas seulement membre d'une collectivité de travail, il fait aussi partie d'une collectivité de résidence où s'exerce l'ensemble de son activité hors du travail. Or ni le système capitaliste, ni celui de l'étatisation, pas plus que les simples communautés de travail n'assurent de

liens suffisants avec l'ensemble résidentiel. Le tissu de la vie sociale de l'homme est artificiellement déchiré par le cadre institutionnel entre sa vie de travail et sa vie hors travail. Cette déchirure correspond à la séparation du pouvoir économique et du pouvoir politique dans la vie locale : les travailleurs ne disposent pas d'un pouvoir économique sur les ressources locales. C'est dire combien nous sommes éloignés d'un système réellement démocratique, puisqu'il ne permet pas à toutes les classes sociales d'assurer une gestion de la collectivité — laquelle suppose nécessairement un pouvoir économique.

Dans un système de nationalisation ou d'étatisation, on n'échappe pas à cet écueil, puisque dans ce cas les pouvoirs réels ne sont pas détenus par les membres de la collectivité locale, mais par des hauts fonctionnaires, ou par les responsables politiques de l'action gouvernementale. Rien ne peut empêcher une région d'être défavorisée par rapport à une autre si, par exemple, il se trouve que les pouvoirs politiques suprêmes appartiennent en fait à des représentants d'autres régions.

Il s'agit d'assurer aux collectivités locales un pouvoir enraciné dans un droit de propriété. En plus, nombre de problèmes qui sont communs aux entreprises et aux municipalités ne peuvent trouver de solution que par cette pénétration réciproque des organismes politiques et économiques, par exemple la distribution territoriale d'une ville à ses différents usages d'habitation, de loisirs ou de travail, ou bien le problème du chômage.

3° Du point de vue de l'Etat : La planification d'une économie moderne suppose une direction nationale de l'ensemble des secteurs de production. Mais les inconvénients de cette planification nationale sont évidents : Eloignement des entreprises, ignorance des nécessités de l'économie locale. Une planification saine doit établir un réseau de communications et de relais fonctionnant parfaitement, et suffisamment profond pour éviter un déracinement et une sclérose. Il semble qu'un des moyens les plus efficaces pour éviter ces inconvénients est de mettre l'Etat, par l'intermédiaire de ses représentants, au contact des responsabilités économiques particulières des entreprises, sans toutefois lui confier la totalité de ces responsabilités. D'où le système d'équilibre

des pouvoirs que nous avons proposé. Ces représentants de l'Etat, indépendamment de leur rôle de coordinateurs, constitueraient des canaux d'information et de progrès économique au sein des collectivités industrielles régionales. Un tel système assurerait donc un va-et-vient salutaire entre la base de l'économie et sa tête.

**

Le système dont nous venons de tracer l'ébauche et que nous appellerions le système de la « triple intégration », est-il réalisable, est-il rentable, est-il viable ? Il n'y a pas d'autre réponse à cette question que l'expérimentation. Mais celle-ci est-elle réalisable dans le cadre d'un régime actuel ?

Nous avons dit au début de cet article que ces réflexions étaient le résultat de recherches portant sur des villes mono-industrielles ou à faible pluralisme industriel. C'est vraisemblablement dans de telles structures que les conditions de réussite seraient les plus favorables.

Il est bien évident d'autre part que ces mesures de démocratisation réelles auraient tout à gagner en s'appuyant sur des mesures parallèles dans d'autres secteurs de la vie sociale, tels que l'enseignement. D'autres mesures pourraient porter sur des secteurs de distribution. Si, en toute hypothèse, il s'agit pour nous d'éviter les vices que provoquent la planification brutale et le pouvoir bureaucratique, les expériences pilotes que nous proposons pourraient nous permettre à la fois d'avancer sans attendre vers le socialisme et de sauver des branches d'industrie ou des régions menacées par de graves crises économiques.

JACQUES DOFNY.

ENCORE GILBERTO FREYRE

L'article de A.G. Ramos sur Freyre (1) semble à la fois insuffisant et injuste. Insuffisant parce qu'il ne présente en aucune façon la pensée de Freyre de 1933 (à l'époque de « Maîtres et Esclaves » et de « Terres du sucre » (2) qui n'a rien à voir avec la doctrine « lusotropicaliste » plus futile que dangereuse qu'il professe actuellement. Injuste parce que Ramos mêle ces deux époques sans préciser l'apport réel de Freyre à la réflexion.

Sans doute l'Amérique du Sud est-elle plus

riche que la France en livres de sociologie « concrète » puisqu'elle peut se permettre de négliger « Maîtres et Esclaves » ! Nous étions plus frustrés en France car il n'existait pas encore un seul ouvrage de sociologie capable de décrire la vie dans sa complexité et ses incidences diverses, ses perspectives polyvalentes. En lisant Freyre, il a semblé à certains d'entre nous que le grand rêve de Marcel Mauss se trouvait réalisé, non en France, mais dans un pays sous-développé. Certes, on serait en peine de trouver une *théorie* sociale dans « Maîtres et Esclaves », mais je pense que l'*empirisme* systématique de Freyre (qui rappelle celui de Bachelard parlant de poésie) vaut mieux que de bonnes grilles abstraites qui masquent la réalité. On signale rapidement certains des points qui paraissent importants dans cette œuvre, en renvoyant le lecteur aux ouvrages eux-mêmes — ils en valent la peine !

1° Freyre analyse *pour la première fois* le comportement historique et social du mâle colonial brésilien dans le climat érotique où l'a fait vivre à la fois l'érotisme « naturel » des « primitifs » et la religion sentimentale de l'Europe, bouleversée par son transfert sous les Tropiques.

2° Freyre décrit les rapports des hommes et des femmes entre eux sans se soucier des diverses théories psychologiques. Qui plus est, il utilise tour à tour *toutes les explications possibles*, du moins celles qui peuvent servir sa recherche.

3° L'analyse que Freyre suggère au sujet des Noirs déportés d'Afrique et maintenus en esclavage par la monoculture du sucre est sans doute un des plus extraordinaires témoignages qu'ait jamais apporté un Blanc sur le peuple Noir exploité. Il ressort de « Maîtres et Esclaves » une vérité que je crois pour ma part fondamentale ; partout où les Noirs sont entrés en contact avec la « civilisation » blanche, ils ont profondé-

ment bouleversé les fondements psychiques et psychologiques des Blancs, et principalement transformé les « concepts » de temps et de durée. Freyre analyse les *interférences culturelles et psychiques* entre colonisés et colonisateurs, entre Noirs et Blancs : les Noirs se trouvent sans doute dans une situation « marxiste » puisqu'ils ont pris conscience d'eux-mêmes à travers les cadres du capitalisme blanc, mais cela n'autorise point la pensée européenne (dont Marx est un des plus grands représentants) à imposer ses catégories aux peuples exploités eux-mêmes : par définition, ces derniers échappent aux systèmes de penser européens même s'ils s'en emparent pour les modifier. On n'a rien résolu quand on a négligé ces contacts de civilisation.

Freyre nous semble avoir apporté quelque chose de neuf.

J. D.

Duvignaud n'est-il pas à son tour injuste à l'égard de Ramos ? En France, l'œuvre de Freyre apporte un sang neuf. Au Brésil, si riche soit-elle, elle s'inscrit dans la tradition bien connue qui ramène les problèmes sociaux aux rapports inter-individuels et aux tempéraments ethniques. Une telle tradition fait barrage, comme elle l'a fait chez nous il n'y a pas si longtemps, aux explications proprement sociologiques ou marxistes. Si « sectaire » soit-elle, la réaction de Ramos est saine. On peut, et il faut, intégrer les idées de Freyre dans les cadres de Ramos. Ces cadres ne sont pas qu'« européens », puisque ce sont ceux qu'oppose Ramos, sociologue brésilien noir, à la pensée « blanche » de Freyre.

E. M.

PRESENCE AFRICAINE

Numéro spécial consacré au premier Congrès International des écrivains et artistes noirs.

Le numéro : 1.000 francs.

*17, rue de Chaligny, Paris XII^e,
C.C.P. 59.36.25*

(1) *Arguments* (n° 1), pages 22-25.

(2) Ces deux livres ont paru en France plus de quinze ans après leur publication au Brésil.

Directeur-gérant : Edgar Morin

Rédaction et administration : Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e, Bab. 37-94

Le numéro : 100 francs. Abonnements (six numéros l'an) : 500 francs

Etranger : 650 francs. Abonnements de soutien : 1.000 francs

C.C.P. Bien spécifier : Ed. de Minuit Paris 180-43